

Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso.

Enquête SCORE sur le secteur de la sécurité
The Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD)

Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre, du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun au Burkina Faso.

Enquête SCORE sur le secteur de la sécurité

The Centre for Sustainable Peace and Democratic Development (SeeD)

Table des matières

7 **RESUME EXECUTIF**

10 **INTRODUCTION**

10 Contexte

11 **Méthodologie**

11 La RAP et l'indice Score

13 Questions de recherche et d'organisation du rapport

14 **SECTION 1.**
MENACES ET REFLEXES SECURITAIRES

14 I. Les menaces et les sources d'insécurité observées.

20 II. Les réflexes sécuritaires

29 **SECTION 2.**
LES NIVEAUX DE SECURITE HUMAINE

29 I. Une approche multi-dimensionnelle

31 II. La sécurité physique

33 **SECTION 3.**
LA GOUVERNANCE SECURITAIRE

33 I. La situation de l'offre sécuritaire au Burkina Faso

39 II. La situation de la demande sécuritaire au Burkina Faso

42 **SECTION 4.**
LA SITUATION SECURITAIRE ET LE NIVEAU DE SATISFACTION DE LA POPULATION

42 Que cherche-t-on à mesurer ?

43 Les résultats du modèle

44 Les enseignements

52 **MESSAGES CLES**

54 **BIBLIOGRAPHIE**

REMERCIEMENTS

Ce rapport est le résultat d'une enquête commanditée par Interpeace dans le cadre de la mise en œuvre des activités de son projet portant sur l'amélioration de la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire dans les régions du Sahel, du Centre, du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun grâce au soutien financier de l'Ambassade du Canada. Pour ce faire, une première enquête qualitative a été menée par les chercheurs d'Interpeace suivie d'une enquête quantitative menée par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) en collaboration avec SeeD – Center for Sustainable Peace and Democratic Development. Quant à l'analyse des données du présent rapport, elle a été prise en charge par l'équipe de statisticiens de SeeD avec l'appui de l'INSD et de l'équipe d'Interpeace.

La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce rapport incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.

Équipes de recherche et publication.

SeeD – Center for Sustainable Peace and Democratic Development

Auteurs principaux : Bertrand BALDET (Senior Researcher) et Abdon Dominique KOKO (Programme Specialist and Analyst).

Avec l'appui de : Kando Serge GBAGBEU (Data Analyst), Sonia Lébré DASSE (Data Analyst), Christopher LOUISE (Policy Advisor and Programme Lead for Africa)

INTERPEACE

Alessia POLIDORO, Représentante régionale senior des programmes Afrique de l'Ouest

Stefano GHIRARDI, Représentant régional senior des programmes Afrique de l'Ouest par intérim

Cheick Fayçal TRAORE, Représentant pays, Burkina Faso

Chantal AZZAM, Programme Manager, Burkina Faso

Coordination de l'équipe de recherche

Rasmata DERRA, Chargée de Programme Principale, Interpeace Burkina Faso

Yann Marius SOMA, Conseiller scientifique

Expert Sécurité

Sawadogo Mahamoudou, Expert Sécurité, Burkina Faso

Equipes de recherche

Mamoudou BIRBA, Chargé de Projet, Interpeace Burkina Faso

Eric Bertrand Pasba BANGRE, Chercheur principal, Interpeace Burkina Faso,

Dieudonné OUEDRAOGO, Chargé de Projet, Interpeace Burkina Faso

Inès OUANGO, Chargé de Projet, Interpeace Burkina Faso

Adjiratu DIALLO/NASSOUN, Chargé d'appui au projet, Interpeace Burkina Faso

Oumarou DIALLO, Chargé d'appui au projet, Interpeace Burkina Faso

Mahamadi OUEDRAOGO, Chargé de Communication, Interpeace Burkina Faso

Lionel Oby BASSOLÉ, Chargé d'audiovisuel, Interpeace Burkina Faso

Laurens Emile Willeme, Stagiaire, Interpeace Burkina Faso

Equipe d'appui

Tacite DELMA, Chargé des opérations, Interpeace Burkina Faso

Sandra SOMBIE, Chargée d'appui aux opérations, Interpeace Burkina Faso

Caroline Ella OUEDRAOGO/VIHO : Assistante administrative

Mise en page:

Estuardo Choc, Graphic Designer, Strategic Partnerships and Communications, Interpeace Genève

Luvini Ranasinghe, Global Communication Manager, Strategic Partnerships and Communications, Interpeace Genève

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

Président : Boureima OUEDRAOGO, Directeur Général de l'INSD

Vice-Président : Bernard BERE, Directeur adjoint de l'INSD

Rapporteur : Sandaogo KIENDREBEOGO,

Rapporteur adjoint : Abdoul Daouda Aziz ILBOUDO

Responsable analyse : Wilfried Gérald ZONGO

Responsable méthodologie : Bouakarou GNESSIEN

Concepteur de l'application de collecte : Représentant DMIS

Responsable terrain : Salif OUEDRAOGO

Chaines financières + ressources humaines : Représentant DAF, Représentant CF, Représentant AC, Représentant DRH

Organisateurs (Personnel d'appui) : Fanta DIAKITE, Secrétaire DG, Marc DOAMBA

Copyrights / Special Terms and Conditions

DISCLAIMER

Cette publication a été produite avec le soutien financier du gouvernement du Canada à travers le Programme pour la Stabilisation et les Opérations de Paix (PSOPs) d'Affaires mondiales Canada. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Interpeace et ne reflète pas nécessairement les opinions du Gouvernement du Canada.

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

CSM	Conseil Supérieur de la Magistrature
EIGS	Etat Islamique au Grand Sahara
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
GOA	Groupes Organisés Armés
ILS	Initiatives Locales de Sécurité
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
NSG	Niveau de Satisfaction Général (de la population en matière de sécurité)
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
SeeD	Centre for Sustainable Peace and Democratic Development
SCORE	Social Cohesion and Reconciliation Index
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie

RESUME EXECUTIF

1. Parmi l'ensemble des conflits présents au Burkina Faso (conflits intercommunautaires, groupes armés, conflits de chefferie etc...), **les conflits liés à la propriété foncière et aux ressources naturelles ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les menaces qui inquiètent principalement la population**. Dans la région du Sahel les deux principales causes d'insécurité sont le grand banditisme et la menace des groupes armés. **Les répondants de la région Centre Nord sont dans une situation particulièrement anxieuse**. Quel que soit le type de menace mentionné, la majorité des répondants a tendance à penser que toutes sont susceptibles de générer de la violence. Cette situation traduit une attitude de forte anxiété à l'égard du futur et un doute unanimement partagé quant aux opportunités de régulation des tensions sociales.

2. Pour l'ensemble des régions étudiées, ce sont principalement les domaines de la sécurité alimentaire, de la sécurité économique et de l'accès à l'école qui ont particulièrement soufferts des conséquences générées par la pandémie Covid-19. Celle-ci semble avoir particulièrement affaibli la situation économique et la sécurité alimentaire dans les régions du Sahel et du Centre Nord. Par ailleurs, l'analyse statistique a mis à jour **l'existence de fortes corrélations entre les indicateurs liés à la Covid-19 et l'exposition générale à l'insécurité**. Ce constat implique l'idée que les effets liés à la pandémie sont associés aux phénomènes de violence au sein de la communauté : l'amplification des effets de la Covid-19 sur le quotidien des ménages s'accompagne d'une amplification de l'exposition aux actes d'insécurité.

3. Face aux menaces environnantes, **les réflexes sécuritaires à l'échelle individuelle et communautaire varient en fonction des localités**. Parmi l'ensemble des conduites individuelles adoptées, il semble que les individus ont plus tendance à réduire leur mobilité et à ajuster la fréquentation d'espaces spécifiques. C'est dans la région du Centre que les individus se montrent les plus actifs en termes d'adoption de « conduites sécurisantes ». Les habitants du Sahel ont davantage tendance à s'armer pour faire face au manque de sécurité. A l'échelle communautaire, trois types de comportements collectifs sont identifiés : stratégie de défense (e.g. création d'un groupe de défense local, distribution d'armes, mise en place de systèmes de renseignement et de coopération avec les Forces de Défense et de Sécurité), stratégie de négociation avec les groupes armés et enfin posture de renoncement (e.g. rien n'est entrepris à l'échelle communautaire, les individus estiment qu'il n'existe aucune solution pratique). Le recours à des stratégies de défense est sensiblement le même à travers les régions. En revanche, les attitudes de négociation ou de résignation varient en fonction des localités. Dans les régions du Centre, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, l'attitude privilégiée à l'échelle communautaire est la négociation avec les groupes armés – particulièrement au Sahel. La situation de cette région est assez problématique puisque la seconde attitude adoptée est l'inaction – le recours à la mise en place de stratégies de défense étant l'attitude la moins employée. Ces résultats semblent traduire une situation d'abandon : les individus sont résignés et considèrent que rien n'est faisable pour se protéger, l'unique solution consistant à négocier la paix avec les groupes armés.

4. La tendance à la coopération avec les Forces de de Défense et de Sécurité (FDS) est associée à l'existence d'Initiatives Locales de Sécurité (ILS) et à un relâchement des attitudes sécuritaires individuelles. La présence d'ILS est une source de sécurité supplémentaire et le renoncement à des comportements sécuritaires illustre un sentiment de sécurité renforcé. Il semble donc que ce soit **l'existence d'un environnement sécurisé qui encourage les populations à coopérer avec les FDS tandis que l'absence de sécurité décourage la coopération**. Les principales raisons justifiant la non-déclaration des actes délictueux sont l'éloignement des FDS, la peur des conséquences liées à la déclaration et enfin le souvenir d'une expérience négative avec les FDS. Toutes ces justifications trouvent leur origine dans un environnement sécuritaire défaillant – c'est parce que les populations ont l'impression d'être en danger dans leur vie quotidienne qu'ils sont peu enclins à coopérer avec les FDS. La faible capacité de l'Etat à assurer son service régalien d'ordre public décourage les populations d'entrer dans une logique de collaboration.

5. Il existe un consensus général autour de l'idée d'une dégradation de la situation sécuritaire – le constat est unanime dans les régions du Sahel et de l'Est. Seuls les habitants du Centre ont plutôt l'impression que le contexte sécuritaire est resté inchangé. Par-delà les résultats régionaux, les scores obtenus respectivement pour chacune des provinces confirment que ce sont systématiquement **les provinces situées à la frontière des pays limitrophes qui rapportent les scores les plus faibles en termes de sécurité physique et les scores les plus élevés d'exposition aux insécurités.**

6. L'acceptation sociale des acteurs de la sécurité change en fonction des localités et repose sur des raisons variées : les facteurs explicatifs du soutien aux FDS sont différents de ceux justifiant le soutien aux ILS par exemple. De manière générale, les FDS sont davantage soutenus que les autres. Le niveau de soutien est relativement homogène à travers les régions – seule la région de l'Est se distingue des autres qui montre un niveau d'hostilité aux FDS bien supérieur aux autres régions. Néanmoins, ce sont les FDS qui sont considérées avant tout comme l'acteur légitime garant du droit à la sécurité et chargé de réduire les sources d'insécurités. Le soutien aux ILS n'est en revanche pas corrélé à des types d'insécurités, à de conflits ou à de menaces. L'acceptation sociale des ILS (et des VDP) est d'abord associée à une action défailante de l'Etat : les individus ont peu accès aux services essentiels, ils sont insatisfaits de l'action des FDS et enfin ils considèrent qu'il existe un niveau élevé de corruption dans la société. C'est parce que les citoyens ont l'impression qu'ils sont abandonnés par l'Etat que le soutien aux ILS et au VDP se renforce. En résumé, **l'acceptabilité sociale des ILS se construit sur les lacunes de l'Etat et non pas directement sur la capacité de cet acteur à lutter contre l'insécurité.**

7. Le modèle prédictif montre que le niveau de satisfaction de la population à l'égard de la situation sécuritaire est principalement déterminé par trois dynamiques : l'implication des leaders politiques locaux dans la vie de la communauté (leur attention aux besoins des citoyens), une relation positive entre la population et les FDS et enfin des politiques de sécurité principalement mises en œuvre par une action concertée des acteurs institutionnels (Etat central, Parlement et Justice). Une série d'enseignements émerge de l'analyse :

1. Une implication renforcée des représentants politiques dans la vie quotidienne locale tend à rassurer les populations sur la situation sécuritaire.
2. L'amélioration des relations entre les FDS et la population est un moteur du sentiment de respect du droit à la sécurité. L'instauration de bons rapports entre FDS et citoyens va améliorer le sentiment de sécurité et donc encourager la tendance à collaborer.
3. Il existe une conjonction directe entre la légitimité accordée aux institutions essentielles de l'Etat et le sentiment de sécurité des populations. Les résultats confirment que la stabilité institutionnelle est en péril dès lors que la population a le sentiment que l'Etat est incapable d'assurer le droit à la sécurité.
4. La prise en main de manière unilatérale par l'Etat central dans une logique *top-down* des besoins sécuritaires civils est le vecteur d'une dégradation du niveau de satisfaction général des individus.
5. Un ordre institutionnel stable au sein duquel les organes exécutifs, législatifs et judiciaires prennent part est le principal garant du respect du droit à la sécurité et un moteur essentiel de sa reconnaissance par les populations.
6. L'amélioration du niveau de satisfaction semble appeler à la mise en œuvre d'une action décentralisée dans le secteur de sécurité.
7. La satisfaction de la situation sécuritaire est fondamentalement liée à l'action de l'Etat, de ses institutions et des FDS. Les ILS n'apparaissent pas comme un déterminant renforçant structurellement le sentiment de sécurité. Les citoyens semblent se contenter de l'action des ILS pour compenser un Etat défailant

mais leur besoin de sécurité est essentiellement indexé à la mise en œuvre d'actions médiatisées par les acteurs institutionnels et les forces de sécurité étatiques.

8. La gouvernance sécuritaire est minée par le sentiment de corruption au sein de la société. Cette perception affecte particulièrement le rapport aux FDS et affecte indirectement le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire.

La tendance des individus à s'armer est associée à un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis de l'action des FDS et plus particulièrement à une relation anxiogène avec les FDS (sentiment de crainte et expériences violentes avec cet acteur). L'amélioration de la relation entre la population et les FDS aura pour effet d'augmenter le niveau de satisfaction et réduira la propension des individus à s'armer.

INTRODUCTION

Contexte

Le Burkina Faso est particulièrement affecté par les troubles qui émaillent la stabilité socio-politique de la sous-région. Ces dynamiques sont plurielles et dépassent les frontières étatiques ; elles sont particulièrement à l'œuvre dans la région dite des « trois frontières » (Burkina Faso, Mali et Niger). Les conflits qui frappent la région ont nécessairement contribué à détériorer la situation humanitaire dans un pays particulièrement fragile où l'insécurité alimentaire est endémique. Par-delà l'insécurité alimentaire, ce sont l'ensemble des dimensions de la sécurité humaine qui sont mises à mal : si la récurrence des conflits menace la sécurité physique des populations, elle a aussi pour conséquence la fermeture de nombreuses infrastructures de santé et infrastructures éducatives, alimentant les déplacements internes de populations¹. Ces déplacements peuvent alors générer des tensions autour de l'accès aux ressources naturelles, elles accentuent les pressions foncières et rendent les clivages ethniques toujours plus sensibles².

La perméabilité des frontières, la circulation d'armes, la criminalité endémique et bien sûr la présence de groupes armés jihadistes dans la région sont autant de dynamiques interconnectées menaçant profondément l'équilibre socioéconomique du pays³. Cette stabilité est d'autant plus perturbée que l'Etat Burkinabè peine à assoir son autorité dans certaines régions du pays. Les populations éprouvent un sentiment d'abandon et s'en remettent alors à des acteurs de sécurité non-étatiques. Les groupes jihadistes exploitent ces insuffisances étatiques et alimentent les griefs latents entre certains groupes de la population Burkinabè – si certains groupes d'auto-défense parviennent dans une certaine mesure à renforcer le niveau de sécurité des populations locales ils sont par ailleurs parfois accusés d'entretenir ces tensions ethniques⁴.

Le manque de clarté dans la gouvernance sécuritaire où les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) « cohabitent » avec des groupes d'auto-défense auto-proclamés (comme les Koglwéogos), groupes d'autodéfense informels (comme les Ruggas⁵ ou les Dozos), les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP)⁶ est un défi majeur pour la sécurisation du pays. L'institutionnalisation de la gouvernance sécuritaire est toujours en proie à certains déficits structurels⁷. L'absence de stratégie sécuritaire cohérente alimente une situation où tous les acteurs sont armés et peu sont redevables. Leur acceptation sociale est disparate en fonction des localités : quand certains acteurs sont protecteurs pour les uns, ils sont parfois oppresseurs pour les autres. L'absence de consensus général et d'unité sociale autour de la légitimité des acteurs en charge de la sécurité des populations est un problème structurel rendant le contexte sociopolitique particulièrement instable.

1 <https://data2.unhcr.org/fr/situations/sahelcrisis/location/8650>

2 Interpeace / Rapport de mission de cartographie, (2021), Entre tradition et modernité - améliorer la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso

3 Héni Nsaibia and Caleb Weiss, (2018), Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso, CTS Sentinel, vol. 11, issue 3.

4 Geneva Centre for Security Sector Governance, (2021), Critical Security Issues in Burkina Faso DCAF

5 La situation des Ruggas est particulière et ces derniers ne sauraient être complètement identifiés à des groupes d'auto-défense. Les Ruggas se définissent comme une organisation de défense corporative des éleveurs. L'association Rugga s'est fixée pour objectifs la prévention des conflits avec les agriculteurs et d'assurer la cohabitation pacifique entre éleveurs et agriculteurs, l'organisation de la transhumance, la protection des éleveurs contre les exactions et les attaques, l'accompagnement des éleveurs. Voir Interpeace / Rapport de mission de cartographie, (2021), Entre tradition et modernité - améliorer la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso.

6 ZUTTERLING Claire. Armer les civils : la loi des Volontaires pour la Défense de la Patrie au Burkina Faso, Éclairage du GRIP, octobre 2020, Bruxelles.

7 A.Augé, (2006), « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique sub-saharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », Afrique Contemporaine, vol. 2, n° 218, pp. 49 à 67

La faible capacité de l'Etat à élaborer une stratégie d'action générale organisant une distribution précise des responsabilités de chacun et institutionnalisant les démarcations entre les acteurs aboutit à un paysage sécuritaire hybride ne rassurant personne. C'est parce que les populations ne sont pas rassurées qu'elles se détournent de l'Etat, se méfient des FDS et **refusent leur légitimité**. Ce défaut de confiance fragilise la cohésion sociale, alimente les tensions entre les catégories de la population et se trouve parfaitement exploitée par les groupes organisés armés (GOA) qui en tirent parti pour assoir leur légitimité.

De cette instabilité de la gouvernance sécuritaire naît l'instabilité politique. La prise de pouvoir récente par les hommes du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba témoigne des méfaits engendrés par **l'absence de confiance de la population dans la capacité de l'Etat à protéger**. C'est donc principalement autour de l'interface civilo-militaire que se joue la légitimité de l'Etat et la stabilité politico-institutionnelle du pays.

Méthodologie

La RAP et l'indice Score

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette enquête repose simultanément sur une méthodologie qualitative développée par Interpeace Burkina Faso à travers la Recherche Action Participative (RAP) et un outil statistique dit l'indice SCORE (Social Cohesion and Reconciliation), instrument d'évaluation et d'aide à la décision développé par SeeD8.

La RAP repose sur la conviction qu'en soutenant l'ensemble des parties prenantes par leur participation significative à la compréhension des phénomènes conflictuels, l'on contribuera au processus de construction d'une paix inclusive et durable. La RAP offre un cadre de recherche collectif dans lequel les populations du Burkina Faso participent, chacun à son niveau, à la recherche sur les obstacles à la paix durable et sur les solutions à apporter. Cette démarche s'appuie sur un processus prenant en compte les avis de toutes les couches de la société (horizontalité), de la base au sommet (verticalité). Cette méthodologie place, au cœur du processus, les Burkinabè dans le champ de réflexion et de diagnostic des causalités de la crise, et dans la recherche de pistes de solutions ainsi que de leur mise en œuvre. Le processus contribue, au-delà du travail de recherche, à encourager une culture de dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter. A terme, sa mise en œuvre permet aux acteurs confrontés à des situations de conflits de dégager eux-mêmes une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes.

Quant au SCORE, c'est un outil statistique participatif qui vise à quantifier des phénomènes psychologiques et sociaux, en vue de contribuer à l'amélioration de la cohésion sociale, de la résilience, de la réconciliation et de la consolidation de la paix. C'est un outil polyvalent qui intègre les informations contextuelles fournies par la phase qualitative, et qui se reflète dans le questionnaire utilisé pour la collecte des données.

L'indice SCORE vise à quantifier des niveaux de manifestation d'un phénomène social et ainsi renseigner quantitativement et avec précision des attitudes et comportements (e.g. « engagement civique »), des perceptions (e.g. « sentiment de marginalisation ») ou encore des opinions (e.g. « rapport à l'autorité »). Les in-

dicateurs créés reposent sur une agrégation de plusieurs items (entre 3 et 10, en général)⁹. La combinaison de ces items permet de mesurer les différentes perspectives d'un même phénomène. L'indice Score suggère ainsi une mesure standardisée des phénomènes sociaux (scores de 0 à 10). Un score de 0 correspondant à l'absence totale du phénomène au niveau individuel, régional ou sur l'ensemble de l'échantillon, tandis qu'un score de 10 signifie une présence totale de ce phénomène.

Sur la base des variables obtenues à l'issue du traitement primaire des données quantitatives collectées, ces variables peuvent être présentées sous diverses formes :

- "Heatmaps" ou cartes de chaleur : elles illustrent le niveau de manifestation des phénomènes dans les différentes zones géographiques étudiées. Ce qui permet d'entrevoir, de façon intuitive, les zones géographiques de forte prévalence (ou de déficit) de chaque phénomène étudié¹⁰.
- Analyse causale (modèles prédictifs) : elle permet de représenter les relations existant entre les différents indicateurs (variables). Les modèles prédictifs révèlent les corrélations existant entre les phénomènes et montrent l'ampleur et la direction de l'influence que certains phénomènes ont sur d'autres. Dans ce cas, ces indicateurs (phénomènes) peuvent être qualifiés de « moteurs », parce qu'ils prédisent positivement ou négativement les autres phénomènes (variables) auxquels ils sont liés.

Calibrage et échantillonnage

Sous la direction de l'équipe d'Interpeace, la phase de calibrage a servi à cerner les contours qualitatifs de la question sécuritaire au Burkina Faso et les dynamiques structurelles de cette situation au sein des populations. Cette phase a abouti au questionnaire destiné à la phase de collecte des données quantitatives. La phase quantitative de cette étude s'est déroulée en deux étapes. La première consistait à la collecte et le traitement primaire des données quantitatives, réalisée sous la direction de l'INSD, et l'analyse SCORE conduite par SeeD. Des réunions hebdomadaires ont servi, durant toute la période du projet, à harmoniser nos actions et discuter des résultats de chaque étape. Des communications écrites, via email, prenaient le relais entre les réunions pour assurer la célérité dans le traitement des informations partagées.

Collectées du 1er novembre au 3 décembre 2021, les données quantitatives ont fait l'objet d'un traitement primaire avant d'être partagées avec SeeD pour l'analyse SCORE. Au total 2964 entretiens ont été réalisés dans 5 régions du pays (Est, Centre-Nord, Centre, Sahel et Boucle du Mouhoun).

Tableau 1 : répartition de la structure de l'échantillon

Milieu de vie	Urbain (43.1%)		Rural (56.9%)		
Région	Est (21.0%)	Centre (14.3%)	Sahel (21.1%)	Boucle du Mouhoun (22.3%)	Centre Nord (21.3%)
Genre	Masculin (67.8%)		Féminin (32.2%)		
Age	18-24 ans (12.3%)	25-34 ans (23.7%)	35-54 ans (45.2%)	55 ans et plus (18.8%)	

9 Systématiquement, la construction d'un indicateur (i.e. l'agrégation de plusieurs items) répond à un processus de vérification statistique qui permet de s'assurer de la cohérence interne du phénomène mesuré (coefficient alpha de Cronbach).

10 Les scores rapportés sur les heatmaps montrent les scores par cercle, par région ainsi que le score moyen pour l'ensemble de l'échantillon.

Limites de l'analyse

Toutefois, la portée de ces résultats présente une limitation importante, essentiellement due à la situation sécuritaire sur le terrain. **Les données collectées sur le terrain présentent un niveau de représentativité valide au niveau régional** et non des provinces en raison des conditions ayant prévalu durant la collecte (insécurité, déplacements massifs de populations, absence subséquente de vie dans de nombreuses localités rurales). En effet, certaines provinces n'ont pu être visitées totalement¹¹. Les enquêteurs dans certaines localités étaient contraints de limiter leur champ d'intervention aux zones urbaines – les zones rurales étant trop dangereuses ou désertées par les populations locales venues se réfugier dans les centres urbains et périurbains. En ce sens, le rapport s'appuie principalement sur les données désagrégées au niveau des cinq régions étudiées qui présentent un niveau de robustesse statistique significatif¹².

Questions de recherche et d'organisation du rapport

La présente étude est exclusivement centrée sur la compréhension du secteur sécuritaire. L'objectif prioritaire consiste à améliorer la gouvernance sécuritaire, à interroger le sentiment des populations et à comprendre les différents comportements et réflexes adoptés par la population pour faire face aux insécurités. Afin de proposer une approche transversale du secteur de la sécurité au Burkina Faso, le rapport s'articule autour de 4 questions de recherche principales :

1. Quelles sont les **menaces structurelles et les types d'insécurité** prédominants dans les régions étudiées ? (SECTION 1)
2. Quelle est le niveau de **sécurité humaine** ? Quelles sont les dimensions de la sécurité humaine qui sont principalement affectées ? (SECTION 2)
3. Quelle est la situation de la **gouvernance sécuritaire** ? Quels sont les acteurs en présence et pourquoi sont-ils soutenus ? (SECTION 3)
4. Quel est le **niveau de satisfaction** des populations à l'égard de la situation sécuritaire ? (SECTION 4)

11 Le travail de collecte de données a été réalisé par l'INSD qui avec sa connaissance des réalités du terrain a opté pour un niveau de représentativité régional. Ainsi, si toutes les provinces n'ont pas pu être visitées, la méthodologie de collecte utilisée permet d'obtenir des résultats valides à l'échelle régionale. Pour plus d'informations sur l'échantillon de l'enquête, voir le rapport INSD.

12 Dans certains cas, des pourcentages au niveau des provinces seront mentionnés mais il convient de noter que le niveau de généralisation de ces résultats à cette échelle est moins satisfaisant que celui obtenu à l'échelle des régions.

SECTION 1.

MENACES ET REFLEXES SECURITAIRES

I. Les menaces et les sources d'insécurité observées.

Le Burkina Faso fait face à une crise multi-dimensionnelle, les populations locales étant victimes d'un réseau de menaces interconnectées alimenté par les lacunes structurelles de l'Etat burkinabè. Deux « formats » de menaces ont été questionnés dans le cadre de la présente étude. Une première série rend compte de menaces dites « structurelles » tandis que la suivante s'intéresse davantage aux problèmes d'insécurité liées à la vie quotidienne au sein de la communauté.

Les menaces structurelles

Il a été demandé aux répondants de considérer dans quelle mesure certaines menaces spécifiques pouvaient selon eux mener à la violence au sein de leur communauté. Les scores affichés dans le tableau 2 indiquent le potentiel destructeur de chaque type de menaces structurelles : un score élevé signifiant qu'un grand nombre de répondants a tendance à penser que la menace en question aboutira à de la violence.

Tableau 2 : scores relatifs aux menaces structurelles

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Score Moyen
Menaces liées à des ressources foncières ou naturelles	6.0	8.8	7.0	6.8	9.4	7.9
Menaces liées à des rivalités politiques	3.6	7.0	6.9	6.0	9.4	6.6
Menaces liées à des conflits intergroupes	3.7	5.5	6.9	5.8	9.4	6.0
Menaces liées à des conflits agriculteurs-éleveurs	6.6	7.7	6.7	7.7	9.4	7.7
Menaces liées aux conflits de chefferie	6.5	5.5	6.7	6.7	9.4	6.6
Menaces structurelles exogènes (Grand banditisme + GOA + DIP)	5.4	6.9	7.8	7.1	9.3	7.2

Les conflits liés à la propriété foncière et aux ressources naturelles ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les menaces qui inquiètent particulièrement la population. Selon la majorité des répondants, ces deux types de conflit vont certainement mener à la violence dans le futur. En d'autres termes, il y a une crainte généralisée que ces dynamiques ne soient pas régulées et aboutissent à des épisodes de violence. Les habitants du Centre craignent particulièrement ces deux types de menace.

Dans la région du Sahel ce sont les phénomènes de grand banditisme et des GOA qui sont perçus comme les menaces les plus prégnants. Les craintes liées au grand banditisme sont bien plus élevées dans cette région que dans les autres.

Les répondants de la région du Centre Nord sont dans une situation particulièrement anxiogène. La majorité a tendance à penser que n'importe quelle menace va certainement mener à la violence dans le futur. Quel que soit le type de menace mentionné, toutes sont susceptibles de générer de la violence. Cette situation traduit une attitude de forte anxiété à l'égard du futur et un sentiment unanimement partagé de crainte de la situation sociopolitique. Il n'existe dans la région Centre Nord quasiment personne qui pourrait considérer une possibilité de régulation des tensions sociales – toutes ont pour horizon la violence.

Les formes d'insécurité au sein des communautés

Un deuxième type de menaces a été considéré dans le cadre de l'étude : celles-ci relèvent non pas de dynamiques structurelles mais davantage de problèmes localisés au sein de la vie de la communauté. Il s'agit ici davantage de troubles à la sécurité de type : incivilités, délits ou crimes. Il ne s'agit donc pas de menaces transversales liées à la gouvernance structurelle du pays (de type groupes armés ou problèmes de ressources naturelles) mais plutôt de causes d'insécurité logées au cœur de la vie communautaire. Deux catégories d'information permettent de mesurer le niveau d'exposition à ces violences. Pour chacun des actes évoqués, il a été demandé au répondant à quel type d'exposition il a été confronté : un individu peut être « exposé » à un acte violent lorsque celui-ci lui a été rapporté, lorsqu'il en a été témoin ou encore lorsqu'il en a été victime. Ensuite, il lui a été demandé d'indiquer la fréquence à laquelle il a été confronté à ceux-ci au cours des douze derniers mois. Les scores rapportés dans le tableau 3 agrègent donc trois formes d'exposition à ces violences en tenant compte de la fréquence de ces actes. Plus les actes sont fréquents et plus le nombre d'individus rapportant plusieurs niveaux d'exposition sont nombreux plus le score s'élève.

Tableau 3 : scores relatifs aux actes d'insécurité

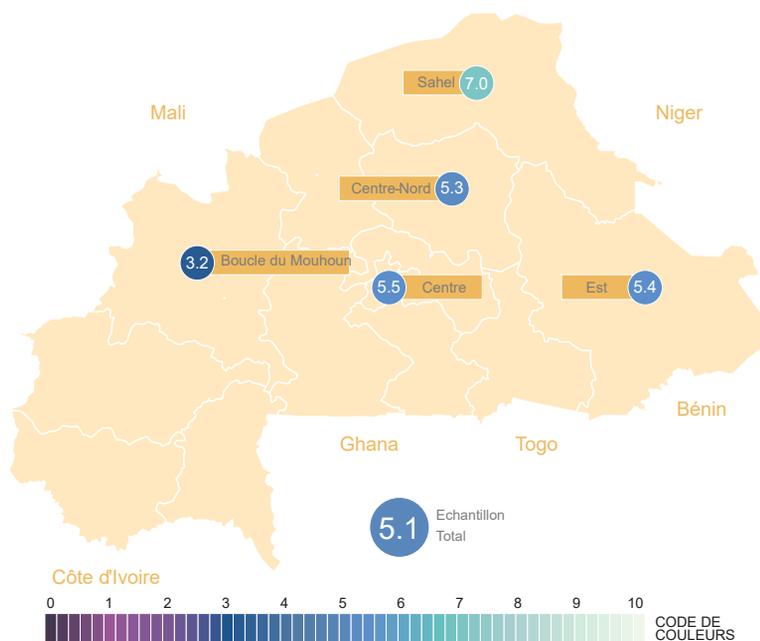
	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord
Actes malveillants	0.6	0.0	0.4	0.1	0.1
Vol de bétail	3.4	2.3	4.4	2.8	1.9
Cambriolages et braquages	2.0	2.6	1.1	1.4	1.0
Attaques physiques	1.0	0.5	0.8	0.4	0.3
Crimes Sexuels	0.6	0.1	0.7	0.2	0.1
Violence domestique	0.8	0.1	0.9	0.3	0.2
Délinquance	0.7	0.3	1.0	0.2	0.1
Enlèvements	0.8	0.0	1.2	0.4	0.1
Emprisonnement injustifié	0.5	0.1	0.5	0.2	0.1
Présence d'armes à feu	0.6	0.3	0.5	0.1	0.0
Addictions	0.6	0.6	0.8	0.2	0.2
Prostitution	0.4	1.0	1.6	0.5	0.3
Expérience générale de l'insécurité	1.0	0.7	1.2	0.6	0.4

De manière générale, le vol de bétail serait la forme d'insécurité la plus prégnante dans les provinces des régions étudiées. Cambriolages et braquages semblent ensuite être le second type le plus répandu. La province de la Tapoa dans la région de l'est particulièrement affectée par les diverses formes d'insécurité. La province de la Komienga dans la région de l'est enregistre, elle, des niveaux élevés de vols de bétail et cambriolages. Il est à noter que les provinces du Yagha et de l'Oudalan dans la région du Sahel rapportent également des niveaux plus élevés qu'ailleurs pour une majorité d'actes violents : les crimes sexuels, la violence domestique et les enlèvements y sont plus répandus que dans les autres provinces.

L'analyse révèle également des disparités en fonction du genre et de la zone géographique. Les zones rurales sont davantage exposées aux phénomènes de délinquance, d'enlèvements et logiquement de vol de bétail. Par ailleurs, les hommes sont davantage exposés à l'insécurité de manière générale. Plus spécifiquement, ils ont davantage fait l'expérience d'actes délinquants, d'addictions, d'attaques physiques et de vol de bétail.

Heatmap 1 : exposition générale aux insécurités

Impact général de l'insécurité



Un grand nombre d'études met en relation la porosité des frontières et les formes d'insécurité. Le manque de contrôle dans les régions frontalières faciliterait les phénomènes de banditisme et constituerait une opportunité pour les GOA d'exercer leur emprise. Les résultats illustrent ce phénomène puisqu'on y constate que les scores d'exposition aux insécurités sont en général plus élevés dans les provinces frontalières (les 8 scores les plus élevés concernent 8 provinces frontalières)¹³.

13 Parce que les scores désagrégés au niveau des provinces n'est pas suffisamment représentatif, les heatmaps contenues dans ce rapport ne présenteront que les données au niveau régional (voir « limitations de l'étude » présentées en introduction).

Les effets de la pandémie Covid-19.

Fait social total, la pandémie Covid-19 a eu des effets mondiaux et transversaux. Les conséquences sanitaires, économiques ou sociales sont bien évidemment hétérogènes. Les restrictions et les bouleversements opérés au Burkina Faso ont touché diverses dimensions de la vie quotidienne et toutes les catégories de la population ne sont pas affectées de la même manière. Le tableau 4 permet de rendre compte des conséquences de la pandémie sur les activités quotidiennes des individus.

Tableau 4 : impacts de la Covid-19 sur les activités quotidiennes des individus¹⁴.

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Score Moyen
Impact du Covid sur la situation économique du ménage	-4.2	-9.2	-5.7	-6.8	-9.2	-7.6
Impact du Covid sur la sécurité alimentaire du ménage	-4.2	-9.0	-5.6	-5.4	-9.2	-7.2
Impact du Covid sur la santé physique du ménage	-3.9	-2.7	-3.2	-4.4	-5.9	-3.8
Impact du Covid sur la santé psychologique du ménage	-6.5	-6.5	-4.0	-5.3	-6.3	-6.0
Impact du Covid sur les relations entre les membres du ménage	-4.3	-3.2	-5.2	-3.8	-6.2	-4.2
Impact du Covid sur les relations avec les membres de la localité	-5.7	-5.5	-5.1	-4.8	-6.2	-5.5
Impact du Covid sur la sécurité de mon ménage (vis-à-vis de la violence)	-2.5	-4.0	-3.3	-4.5	-5.8	-4.1
Impact du Covid sur l'accès à l'éducation	-6.2	-9.7	-4.9	-8.3	-9.4	-8.4
Impact du Covid sur l'accès aux services de santé et de soin	-4.3	-7.9	-4.9	-5.9	-6.1	-6.3
Impact général du Covid sur le ménage	-4.7	-6.4	-4.6	-5.5	-7.1	-5.9

La situation économique et la sécurité alimentaire ont particulièrement été affaiblies dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. Ce sont également dans ces deux régions que les répondants rapportent un accès détérioré aux services d'éducation. Pour l'ensemble des régions étudiées, ce sont principalement ces trois domaines – sécurité alimentaire, économique et accès à l'école – qui ont particulièrement soufferts des conséquences générées par la pandémie.

Lorsque toutes les dimensions sont prises en compte (i.e. impact général du Covid sur le ménage), ce sont les régions du Centre Nord et du Centre qui paraissent avoir été principalement affectées. Ces résultats peuvent être expliqués à la lumière de la désagrégation zone urbaine et zone rurale. Une attention plus précise sur les scores enregistrés dans ces deux types de localités montre que la situation s'est davantage détériorée pour les ménages vivant dans les zones urbaines que ceux vivant dans les zones rurales.

¹⁴ Les résultats sont négatifs ici. Ils illustrent une dégradation de la situation. Un score au-dessus de 0 pourrait potentiellement signifier une amélioration. Un score de -10 illustre un niveau de dégradation maximale tandis qu'un score de 10 constitue le seuil optimal pour désigner une amélioration de la situation.

Il est également important de mentionner ici que l'analyse statistique a mis à jour **l'existence de fortes corrélations entre les indicateurs liés à la Covid-19 et l'exposition générale à l'insécurité**. Ce constat implique l'idée que les effets liés à la pandémie sont directement associés aux phénomènes de violence au sein de la communauté. Ces corrélations positives suggèrent par ailleurs que des dynamiques « vont dans le même sens » : l'amplification des effets de la Covid-19 sur les activités quotidiennes des ménages s'accompagne d'une amplification de l'exposition aux actes d'insécurité.

Encadré 1 - Un carrefour de menaces : la situation à l'Est

Selon Quidelleur, la situation à l'Est un « *miroir grossissant des dynamiques de régionalisation de la violence désormais en cours au Sahel* »¹⁵. Plusieurs résultats permettent en effet de confirmer ce constat. Ils s'articulent autour d'une série de phénomènes : un environnement en proie à une variété de types d'insécurité, un déficit d'accès aux services de la gouvernance, un déficit de légitimité de l'Etat et de ses agents de sécurité et enfin des sentiments de marginalisation accompagnés de certaines prédispositions à la violence¹⁶.

Des niveaux élevés pour des insécurités multiples.

De nombreux rapports pointent l'existence d'une criminalité endémique dans la région de l'Est parfois qualifiée de « zone rouge ». Cette région, bordant le Bénin, le Togo et le Niger, est particulièrement exposée aux phénomènes du banditisme et d'attaques des GOA – la présence du groupe EIGS dans la zone des 3 frontières se nourrit principalement de la porosité des frontières¹⁷. Comme le montre les données Score, les niveaux d'insécurité sont systématiquement plus élevés dans les provinces partageant une frontière commune avec un pays voisin. Les populations de la région souffrent particulièrement des attaques des GOA : la principale attente des populations locales est d'ailleurs la réduction de ces attaques (voir tableau 11).

Les données relatives aux attaques physiques, au vol de bétail, à la délinquance, aux enlèvements et à la circulation d'armes sont systématiquement plus élevées que les moyennes enregistrées dans le pays (voir tableau 3). Plus précisément, les attaques physiques et la présence d'armes à feu à l'Est sont plus fréquentes que dans les 4 autres régions.

15 T. Quidelleur, « Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso. La concurrence pour les ressources, l'Etat et les armes », janvier 2020, Noria Research

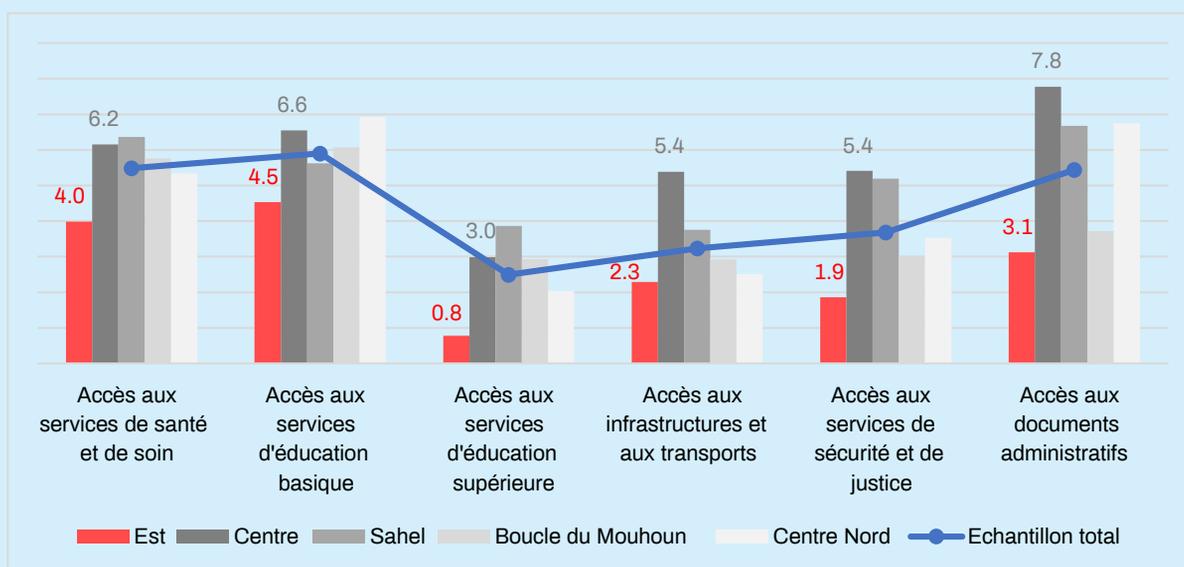
16 A ces dynamiques s'ajoute également la question foncière considérée comme une « poudrière » dans une région particulièrement fertile en ressources naturelles. Voir rapport Interpeace et LACET, Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso ?

17 ACLED - Insecurity in southwestern burkina faso in the context of an expanding insurgency <https://acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/>

La faible présence de l'Etat.

Les situations d'insécurité alimentaire et économique dans la région (37% des personnes interrogées disent ne pas vraiment être capables de fournir assez de nourriture pour tous les membres) sont renforcées par un accès très limité aux services publics. Cette région est celle dans laquelle les services de la gouvernance sont les moins efficaces. La figure 1 ci-dessous permet d'observer que les habitants de la région Est souffrent d'une désertion des services essentiels.

Figure 1 : scores relatifs aux accès aux services



Systématiquement, les résultats obtenus montrent que les services publics sont davantage défectueux dans cette région que sur l'ensemble du territoire (quel que soit le type de service mentionné, les colonnes rouges sont en-dessous de la courbe bleue). Ce déficit d'accès aux services essentiels supposément délivrés par l'Etat peut alors être la source sur laquelle se développe des sentiments de frustration et de marginalisation.

Marginalisation.

Ces sentiments de marginalisation sont davantage marqués dans certaines catégories de la population. Ainsi les jeunes (les « cadets sociaux »), les groupes Peul et Gourmatché peuvent parfois entretenir des ressentiments plus aigus que le reste de la population. Ce sentiment de marginalisation peut ensuite être exploité par les groupes organisés armés qui développent leur ancrage local en jouant sur les frustrations de certaines catégories de la population¹⁸. Il y a lieu de souligner que c'est dans cette région que le soutien populaire aux GOA est le plus élevé (voir tableau 8).

Bien que ce soit dans la région du Sahel (voir encadré 2) que les individus sont les plus nombreux à s'armer pour faire face à la situation sécuritaire, il est à noter que les provinces de Tapoa et de Gourma sont également en proie à ce type de comportements.

18 International Crisis Group, « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », Rapport Afrique N°254 | 12 octobre 2017

Un rapport à l'Etat détérioré.

Le faible accès aux services de l'Etat associé à des sentiments de marginalisation concourt logiquement à détériorer la relation que les populations locales entretiennent avec l'Etat. Les phénomènes de communautarisation de terrorisme peuvent être approchés par ce biais. Comme le confirme le tableau 8, c'est dans la région de l'Est que le soutien aux FDS est le plus faible. Par ailleurs c'est également dans la province de la Tapoa que le niveau de soutien aux GOA est le plus élevé. La mauvaise gouvernance et gestion des ressources naturelles comme les abus de l'administration¹⁹ et les sentiments d'injustice sont un terreau fertile pour le développement des GOA.

19 Il est d'ailleurs à noter que c'est dans la région de l'Est que le taux d'emprisonnement injustifié est le plus élevé.

II. Les réflexes sécuritaires

Face aux menaces qui les cernent, les populations locales doivent employer des stratégies qui leurs permettent de minimiser les risques. Les chercheurs d'Interpeace définissent la notion de réflexe sécuritaire comme « *l'implication des populations locales dans la gestion des affaires concernant le maintien de l'ordre social* »²⁰. Par réflexe sécuritaire, nous entendons ici non seulement la propension des populations locales à coopérer avec les Forces de Sécurité (FDS) en vue d'assurer l'ordre public mais également l'ensemble des comportements individuels « ajustés » au contexte sécuritaire. Nous parlerons ici de « comportements contraints » pour rendre compte de conduites individuelles sécuritaires basées sur une restriction des activités quotidiennes basiques. Les comportements contraints illustrent de fait une réduction de la liberté de déplacement ou encore de la liberté de réunion des citoyens. Ces derniers, du fait des risques encourus, sont contraints de limiter certaines actions élémentaires de la vie de tous les jours.

La question de la coopération

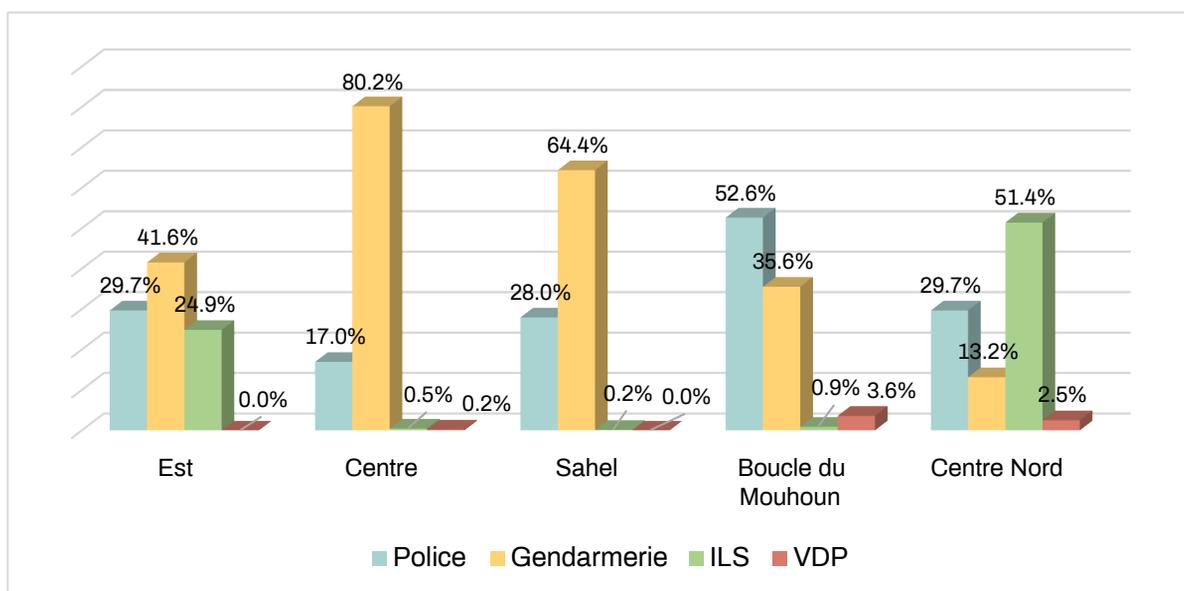
Encourager la coopération entre les populations locales et les FDS est souvent présentée, à juste titre, comme un moyen éventuel d'améliorer la situation sécuritaire au Burkina Faso. Cette coopération peut prendre plusieurs formes et différentes modalités peuvent être mises en place. Néanmoins, l'une des conditions fondamentales au développement de la coopération entre civils et FDS est la connaissance par les populations des moyens de contacter les FDS. Or l'enquête révèle ici que plus d'une personne sur trois (36%) ignore qu'il est même possible de contacter les FDS par téléphone. De plus, parmi ceux qui sont effectivement informés de la possibilité de contacter les FDS par téléphone, près d'un répondant sur deux (46%) ignore le numéro vert. En résumé, **seulement une personne sur trois sait qu'il est possible de contacter les FDS en cas de problème et connaît le numéro Vert**. Il est par ailleurs à remarquer que des différences significatives ont été identifiées en fonction du genre : les femmes sont moins informées que les hommes des possibilités de communication avec les FDS (seulement une femme sur deux sait qu'il est possible de joindre les FDS par téléphone – contre près de 70% des hommes).

Par-delà les moyens de communiquer avec les FDS, l'étude a tenté de comprendre dans quelle mesure les individus avaient pour réflexe de contacter les FDS lorsqu'ils étaient témoin d'un trouble à l'ordre public²¹.

20 Interpeace, (2021), Rapport d'analyse participative des dynamiques sécuritaires « Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso », Septembre 2021.

21 La question posée était la suivante : « si vous êtes témoin ou victime de crimes/délits, à quel service de sécurité

Figure 2 : acteurs contactés dans les situations de délit ou de crime.



Les réponses moyennes pour l'échantillon total indiquent que dans 83% des cas les FDS sont contactées (12% pour les Initiatives Locales de Sécurité (ILS))²². Une attention portée aux résultats par région fait apparaître des disparités territoriales significatives. Dans les régions du Centre et du Sahel, la gendarmerie est considérée comme l'acteur de référence – la police apparaît ensuite comme second acteur privilégié. Dans la Boucle du Mouhoun, c'est plutôt la police qui est préférée à la gendarmerie. Néanmoins dans ces trois régions, le recours aux FDS est quasiment systématique : ce sont les seuls acteurs contactés (dans de rares cas les VDP le sont aussi dans la Boucle du Mouhoun). En effet, **dans les régions du Centre, du Sahel et dans la Boucle du Mouhoun, les ILS ne sont jamais considérées comme un interlocuteur privilégié dès lors qu'il s'agit de rapporter un délit ou un crime**. En revanche, dans le Centre Nord, les Koglwéogos sont davantage impliqués²³. Ils sont d'ailleurs l'acteur privilégié dès lors qu'il s'agit de rapporter un trouble à l'ordre public puisqu'ils sont contactés dans un cas sur deux (plus souvent donc que la police ou la gendarmerie). Ce phénomène est particulièrement observé dans la province de Namentenga puisque 82% des répondants signalent avoir recours aux Koglwéogos en cas de délit ou crime. Dans la région de l'Est, les populations locales ont également régulièrement recours aux Koglwéogos (dans près de 25% des cas) même si les FDS restent leur interlocuteur privilégié (54% des répondants de la province de Gnagna disent néanmoins privilégier les ILS).

Quel environnement pousse à la coopération avec les FDS ?

A partir des réponses issues de la figure 2, il a été possible de construire un indicateur « coopération avec les FDS » et d'observer avec quelles autres variables celui-ci était corrélé. La figure suivante rend compte des principales variables associées à la tendance à coopérer²⁴.

préférez-vous rapporter l'affaire ? ».

22 La police est contactée dans 29% des cas, la gendarmerie dans 53% des cas et l'armée seulement pour 1% des répondants. Pour une meilleure visibilité, la figure 2 ne fait pas apparaître les scores faibles enregistrés pour les autres acteurs mentionnés dans le questionnaire (armée, justice et GOA).

23 99% des répondants de la région Centre Nord ayant répondu qu'il existait une ILS dans leur localité ont affirmé qu'il s'agissait du groupe Koglwéogos.

24 Les indicateurs en bleu traduisent une relation positive (tendance à la coopération et indicateurs bleu vont dans le même sens). En rouge, la relation est négative (la relation entre les indicateurs va en sens opposé : si le score de l'un augmente, celui de l'autre descend).

Figure 3 : indicateurs corrélés à la tendance à coopérer avec les FDS.



La tendance à coopérer avec les FDS est positivement associée à l'existence d'une ILS dans la localité et à un niveau de soutien élevé aux ILS (en bleu). Ici, plus les ILS sont présents et sont soutenues dans la communauté plus les individus coopèrent facilement avec les FDS.

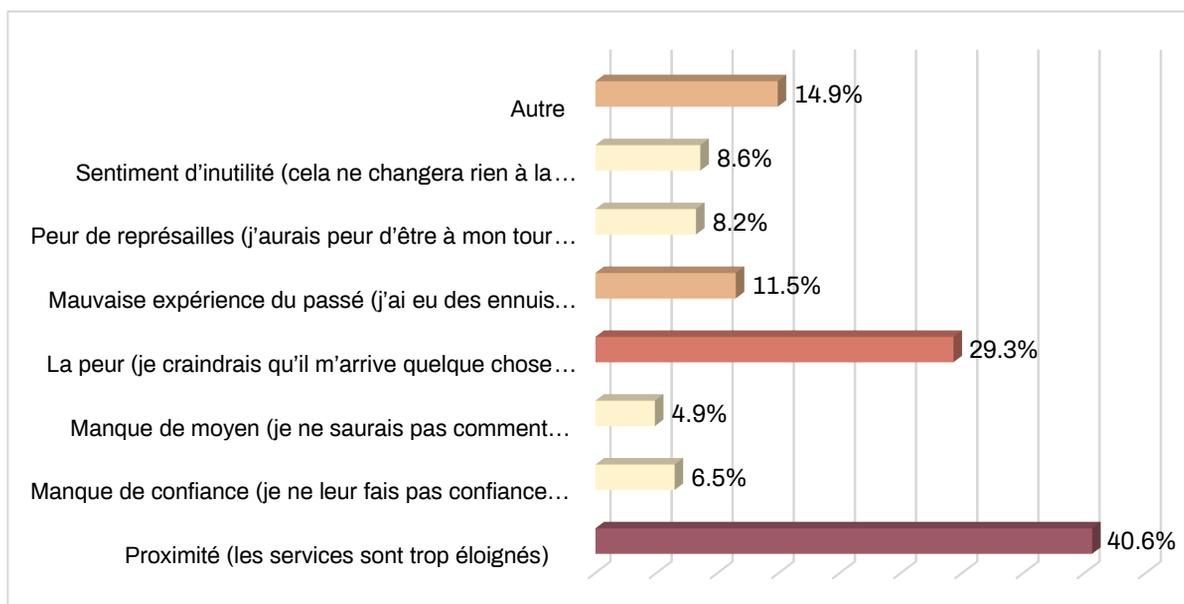
La tendance à coopérer avec les FDS est par ailleurs négativement associée à des comportements sécuritaires restreints (i.e. balades dans la rue limitées, fréquentation de certains lieux évités etc...) ainsi qu'à la tendance à négocier avec les GOA (en mauve). Cela signifie ici que l'adoption de réflexes sécuritaires au niveau individuel et la coopération avec les FDS évoluent dans un sens opposé : plus les individus adoptent des réflexes sécuritaires et contraignent leurs comportements quotidiens moins ils ont tendance à coopérer avec les FDS.

Pour interpréter ces résultats il faut **considérer ce que ces deux indicateurs – soutien aux ILS et réflexes sécuritaires individuels – représentent en termes de sécurité et « disent » du contexte sécuritaire**. Sommairement, la présence d'ILS signifie « plus de sécurité » dans la communauté tandis que l'adoption de réflexes sécuritaires signifie « peu de sécurité » dans la communauté. Ainsi la tendance à coopérer augmente quand le sentiment de sécurité augmente (relation positive en bleu entre tendance à coopérer et présence/ soutien aux ILS) tandis qu'elle décroît lorsque le sentiment de sécurité est faible (relation négative entre tendance à coopérer et réflexes sécuritaires²⁵). En résumé, **c'est l'existence d'un environnement sécurisé qui encourage les populations à coopérer avec les FDS**. La présence d'ILS est une source de sécurité supplémentaire et l'adoption de comportements restreints le signe d'un contexte peu sécurisé. Ces deux indicateurs sont les témoins de deux types d'environnements sécuritaires opposés. La tendance à coopérer doit alors être comprise comme un phénomène susceptible de se déployer plus aisément dans un environnement sûr. Pour résumer, **l'absence de sécurité décourage la coopération**.

Ce résultat permet alors d'intégrer les réponses généralement apportées par les personnes choisissant de ne pas rapporter les faits. Comme le mentionne, le rapport d'Interpeace, les individus ont souvent tendance à considérer qu'il est préférable « *de ne rien dire, de ne rien entendre, de ne rien voir* ». Il a été demandé aux individus ayant fait le choix de taire leur témoignage d'expliquer les raisons justifiant cette décision.

25 Cela vaut aussi pour le quatrième indicateur en jeu : négociation avec les groupes armés. La négociation avec les GOA illustre un très faible niveau de sécurité. En d'autres termes, plus les citoyens ont peur plus ils négocient avec les groupes armés et moins ils ont tendance à coopérer avec les FDS.

Figure 4 : raisons justifiant l'absence de déclaration des actes délictueux²⁶



Les principales raisons justifiant la non-déclaration des actes délictueux sont l'éloignement des FDS, la peur des conséquences liées à la déclaration et enfin le souvenir d'une expérience négative avec les FDS. De manière générale, ces justifications trouvent leur origine dans un environnement sécuritaire défaillant. Elles tendent ainsi à illustrer l'idée selon laquelle le défaut de coopération s'explique principalement par le manque de sécurité des individus – c'est parce que les populations ont l'impression d'être en danger dans leur vie quotidienne qu'ils sont peu enclins à coopérer avec les FDS. **L'incapacité de l'Etat à assurer son service régalién d'ordre public décourage les populations d'entrer dans une logique de collaboration.**

Les réflexes sécuritaires individuels : les comportements contraints.

La liste des réflexes sécuritaires individuels adoptés permet de rendre compte des types de conduites privilégiées par les individus.

²⁶ Parce que la décision de ne pas rapporter les faits délictueux répond rarement à un unique critère, il a été proposé aux répondants non pas de choisir une option dans la liste proposée mais plutôt de signifier pour chacune d'entre elles dans quelle mesure celle-ci expliquait le choix de non-déclaration (vrai ou faux). Il est donc logique que le total des fréquences affichées dans la figure 4 ne coïncide pas à 100%. Il faut donc lire que pour 40% des répondants le manque de proximité des FDS est une raison de la non-déclaration (pour les 60% des répondants restants ce n'est pas une raison explicative).

Tableau 5 : Activités quotidiennes affectées par le manque de sécurité²⁷.

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Echantillon total
Me balader dans la rue	17.5%	47.2%	33.5%	6.8%	14.6%	28.1%
Pouvoir aller travailler	12.2%	53.1%	30.8%	6.5%	14.8%	29.2%
Laisser les enfants aller seuls à l'école	14.1%	49.8%	31.6%	9.1%	14.6%	28.8%
Pouvoir circuler d'un village à l'autre	29.9%	30.9%	58.5%	15.9%	14.6%	27.9%
Pouvoir me déplacer la nuit	41.4%	37.5%	46.2%	13.6%	15.2%	30.8%
Aller au marché / faire les courses	8.0%	55.2%	16.6%	9.2%	14.8%	28.6%
Sortir voir des amis / famille	1.4%	54.5%	15.2%	9.7%	14.6%	27.1%
Aller faire du sport ou autre passe-temps	1.4%	53.8%	14.5%	8.9%	14.8%	26.7%
Participer à des évènements collectifs	5.6%	49.5%	26.2%	7.7%	15.1%	26.6%

Toutes les activités paraissent sensiblement affectées de la même manière au niveau national : en général, près d'un répondant sur 3 considère que chacune de ces activités est totalement empêchée dans sa localité (colonne de droite). Néanmoins, des écarts peuvent être observés entre les régions : les conduites individuelles sont bien plus contraintes dans les régions du Centre et du Sahel. En revanche, les habitants de la Boucle du Mouhoun semblent conserver une forme de liberté de circulation comparativement aux autres régions.

Les contraintes exercées sur ces activités permettent de donner une idée sur l'environnement sécuritaire de la région. Une autre série de questions a été suggérée afin de mesurer plus précisément les réflexes sécuritaires individuels : ceux-là révèlent des stratégies pro-actives. En effet, alors que le tableau 5 rend compte de la manière dont les individus « subissent » le contexte, le tableau 6 décrit la manière dont les populations s'adaptent à la situation.

²⁷ Il a été demandé aux répondants dans quelle mesure ces activités étaient empêchées par le manque de sécurité (réponses possibles : pas du tout / pas vraiment / oui, plutôt / oui, totalement). Les données ici ne rendent compte que des individus ayant répondu « oui, totalement ».

Lecture du graphique : 17.5% des répondants de la région Est considèrent que se balader dans la rue est une activité totalement empêchée du fait de la situation sécuritaire.

Tableau 6 : scores relatifs aux réflexes sécuritaires individuels

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Score Moyen
Déplacements et itinéraires adaptés	4.8	8.8	7.5	6.5	4.9	6.9
Port d'arme	1.0	0.8	3.0	1.9	2.2	1.5
Mobilité réduite	7.5	9.4	8.3	7.3	6.6	8.1
Fréquentation réduite de lieux spécifiques	6.4	9.2	6.6	6.6	6.5	7.6
Déménagement (déplacement)	3.4	7.3	7.9	5.7	2.6	5.7

C'est dans le Centre que les individus se montrent les plus actifs en termes d'adoption de « conduites sécurisantes » : plus qu'ailleurs ils ont ajusté leurs déplacements (e.g. itinéraires aménagés etc...), ont réduit leur mobilité (e.g. ne plus sortir après une certaine heure, restreindre la mobilité des enfants, etc...) et ont modifié les espaces fréquentés (e.g. éviter de fréquenter certains lieux, personnes ou communautés).

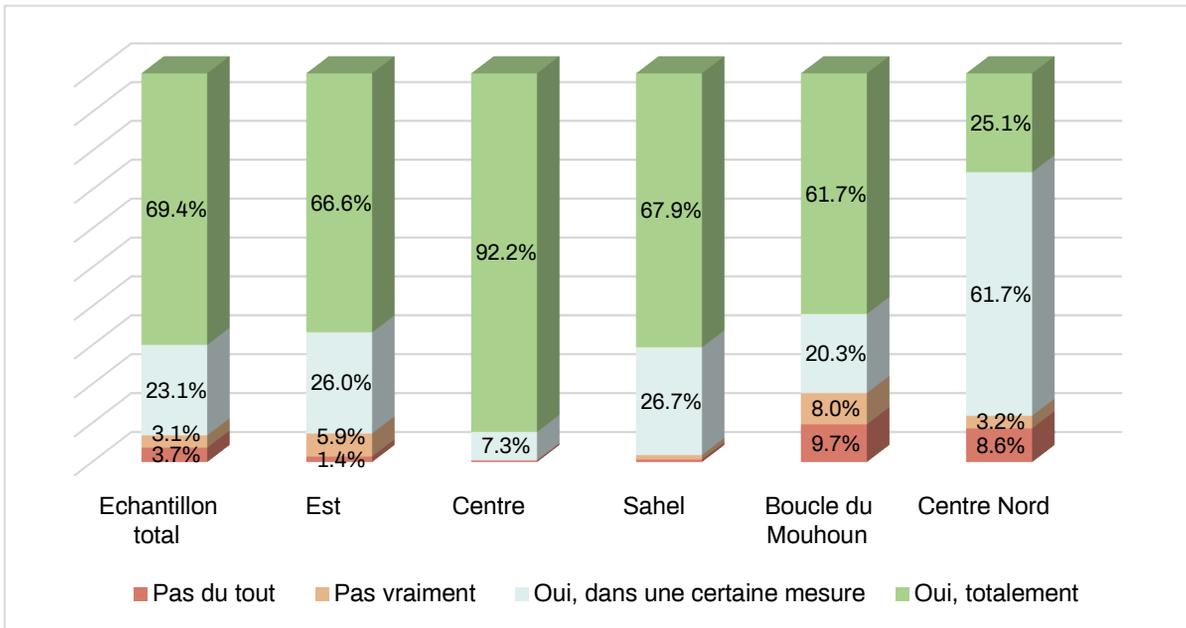
Il convient de noter que les habitants du Sahel ont davantage tendance à s'armer pour faire face au manque de sécurité²⁸. C'est particulièrement le cas dans la province de l'Oudalan et du Soum. Ensuite, bien que dans ce domaine, le score de la région de la Boucle du Mouhoun soit relativement faible, il est nécessaire de préciser ici que les répondants de la province de la Kossi sont nombreux à choisir de s'armer.

Parmi l'ensemble des conduites potentielles, il semble que les individus ont plus tendance à réduire leur mobilité et à ajuster la fréquentation d'espaces spécifiques (colonne de droite). Bien que présentées comme des stratégies pro-actives, ces comportements sont néanmoins indexés aux restrictions légales et aux situations d'état d'urgence décrétées localement²⁹. La figure 5 rend compte de la façon dont sont respectés ces types de mesures. On peut constater que c'est dans la région du Centre que les restrictions sont le plus respectées. Ce résultat peut être mis en relation avec les données du tableau 6 illustrant des comportements sécuritaires particulièrement élevés dans cette région. Ces types de conduites sécuritaires s'expliquent ici par le respect de la population des mesures légales – c'est par ailleurs dans cette région que les niveaux de sécurité physique sont les plus élevés. Comme évoqué par les chercheurs d'Interpeace, ces conduites pourraient se comprendre à travers les notions de civisme et d'adhésion aux normes légales. Kadiogo est ainsi la province la plus sûre mais où les comportements sont les plus restreints. Inversement, le Centre-Nord est selon ses répondants la région la plus menacée (voir tableau 2) or c'est dans cette région que les conduites sont les moins contraintes.

²⁸ Voir encadré 2 sur la situation du Sahel.

²⁹ Pour plus de détails sur les situations locales, voir Interpeace, (2021), Rapport d'analyse participative des dynamiques sécuritaires « Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso », Septembre 2021.

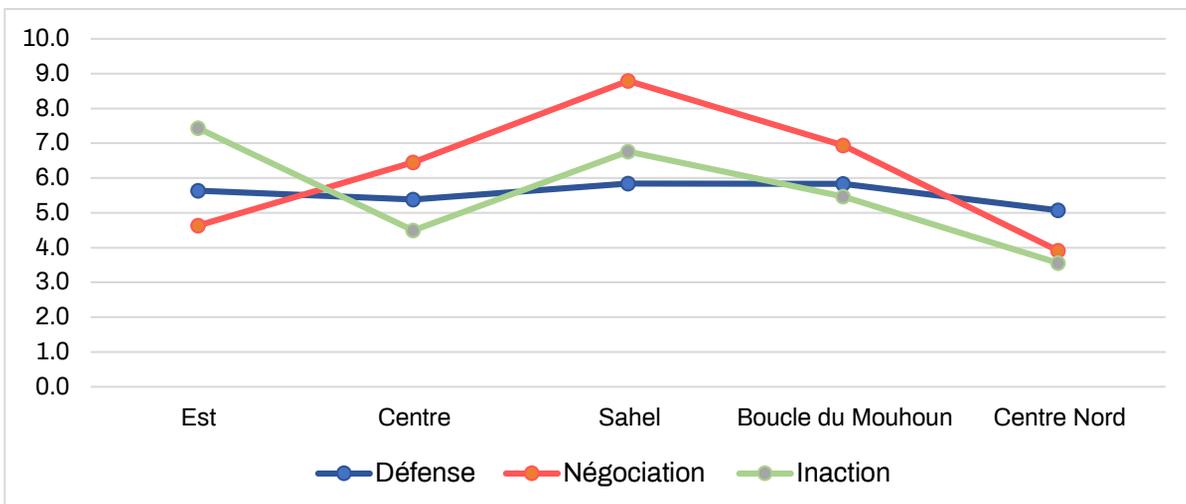
Figure 5 : respect des mesures de couvre-feu et autres mesures sécuritaires



Les réflexes sécuritaires communautaires

Parmi les opportunités d'action susceptibles d'être développées à l'échelle communautaire pour assurer la sécurité des citoyens de la localité, trois grandes tendances ont été identifiées. La première consiste à adopter une posture de défense : les individus créent un groupe de défense local, ils distribuent des armes au sein de la communauté ou ils développent des systèmes de renseignement et des modalités de coopération avec les FDS. La deuxième attitude consiste à négocier avec les GOA. Enfin la troisième attitude est une posture de renoncement. La communauté n'entreprend rien. Les individus sont totalement démunis face aux menaces et estiment qu'il n'existe aucune solution pratique.

Figure 6 : scores pour les réflexes communautaires par région



Le recours à des stratégies de défense est sensiblement le même à travers les régions. En revanche, les attitudes de négociation ou de résignation varient en fonction des localités. Dans les régions du Centre, du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, l'attitude privilégiée à l'échelle communautaire est la négociation avec les GOA. Le score est particulièrement élevé pour la région du Sahel. La situation de cette région est particulièrement problématique puisque la seconde attitude adoptée est l'inaction – le recours à la mise en place de stratégies de défense étant l'attitude la moins employée (voir encadré 2). Ces résultats semblent traduire une situation d'abandon : les individus sont résignés et considèrent que rien n'est faisable pour se protéger, l'unique solution consistant à négocier la paix avec les GOA.

A l'Est, c'est l'inaction qui semble prédominer puisque les répondants ont en majorité répondu qu'ils n'y avaient aucune solution pratique. Les habitants de la région du Centre Nord sont les seuls à opter principalement pour une attitude proactive de défense.

Encadré 2 – La question du soutien aux GOA : la situation dans la région du Sahel

La figure 6 met en exergue la tendance des communautés localisées dans la région du Sahel à négocier avec les GOA pour obtenir une résolution pacifique du problème. Néanmoins, **cette attitude ne peut pas être interprétée comme une forme de solidarité avec ces groupes. Il semblerait qu'il s'agisse davantage d'une posture de résignation : les individus, isolés, n'ont d'autre choix que de négocier avec des groupes qui menacent leur quotidien.** Plusieurs résultats peuvent être avancés pour appuyer cette hypothèse : le soutien général envers les GOA est faible dans cette région, la catégorie musulmane de la population est celle qui se montre la plus critique à l'égard de ces groupes et enfin la confiance dans les FDS et l'appel à un renforcement de leurs capacités sont plus importants dans cette région qu'ailleurs. Ces dynamiques sont autant d'éléments sur lesquels peuvent se développer des interventions et des stratégies politiques susceptibles de « repousser » le développement des GOA³⁰. **En résumé, les résultats tendent à prouver que les GOA ne bénéficient pas d'un soutien populaire dans cette région, les populations locales réclamant davantage de présence des FDS.**

- **Les GOA sont peu soutenus dans la région du Sahel.** Le tableau 8 met en avant la faible popularité dont jouissent les GOA. C'est dans la région du Sahel et dans celle du Centre que ces groupes sont les moins soutenus.

- **Les citoyens musulmans soutiennent moins que les autres les GOA.** Lorsque l'on observe les désagrégations par religion il est possible de remarquer que le soutien aux GOA est plus faible chez les musulmans que chez les chrétiens ou chez les animistes. Ce résultat doit être pris en charge par les autorités afin de déconstruire l'idée généralement partagée d'une solidarité entre la catégorie musulmane de la population et les GOA.

- **Les FDS sont jugées légitimes pour tous les types de troubles à l'ordre public** (voir tableau 10). Plus qu'ailleurs, les habitants du Sahel considèrent que ce sont les FDS (et non pas les autres acteurs de sécurité) qui sont compétents pour traiter des problèmes de délinquance, d'attaques physiques, de milice ou des GOA.

30 A. Loada & P. Romaniuk, (2014), Preventing Violent Extremism in Burkina Faso. Towards Resilience Amid Regional Insecurity, Global Center on Cooperative Security.

- **Le renforcement des patrouilles est un besoin populaire** (tableau 12). Plus qu'ailleurs, les répondants de la région du Sahel souhaitent que les effectifs des FDS soient plus nombreux. Ce constat confirme le besoin de la majorité de la population et affirme davantage le soutien dont bénéficient les FDS dans cette région (voir tableau 8).

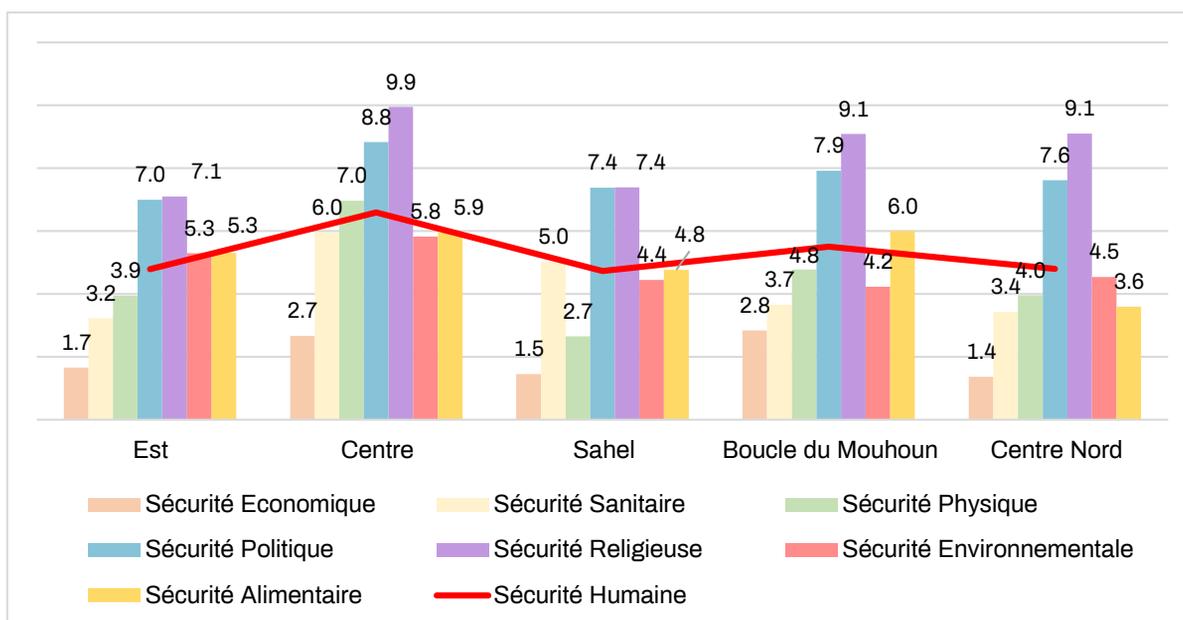
SECTION 2.

LES NIVEAUX DE SECURITE HUMAINE

I. Une approche multi-dimensionnelle

Depuis le Rapport Mondial sur le Développement Humain publié par le PNUD en 1994, la sécurité humaine est pensée comme un concept multi-dimensionnel combinant sept dimensions. La présente enquête a veillé à mesurer chacune de ces composantes. La figure 7 permet ainsi d'illustrer le niveau de sécurité humaine par région (courbe rouge) ainsi que les niveaux de chacune de ses composantes.

Figure 7 : la sécurité humaine et ses composantes par région



Les niveaux de sécurité religieuse et politique sont relativement élevés dans chacune des régions étudiées. En revanche, les résultats relatifs aux autres dimensions de la sécurité humaine confirment la situation d'urgence humanitaire dans laquelle se trouvent de nombreuses localités du pays (particulièrement dans les régions du Sahel et de l'Est). En effet, le Plan de Réponse Humanitaire 2021 révélait que 3.5 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire et que près de 60% d'entre eux sont des enfants. Une attention précise à la sécurité alimentaire et la sécurité économique permet de préciser la situation au niveau local.

Le niveau de sécurité alimentaire est le plus faible dans le Centre Nord : seul un répondant sur quatre (27%) dans cette région confirme être en mesure de pouvoir offrir assez de nourriture à tous les membres du ménage (le résultat moyen pour l'ensemble de l'échantillon est d'environ 60%). Le niveau de sécurité alimentaire est également faible dans la région du Sahel. En général, la sécurité alimentaire est associée à la sécurité

économique du ménage. Les résultats montrent que cette dimension est particulièrement faible pour l'ensemble des régions étudiées. Elle est d'ailleurs extrêmement alarmante pour les régions de l'Est, du Sahel et du Centre-Nord. A l'Est, les résultats enregistrés pour la province de Tapoa laissent entendre que la quasi-totalité des personnes interrogées dans cette localité sont en situation d'extrême pauvreté (près de 75% des répondants affirment qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter à manger). Sur l'ensemble de l'échantillon un peu plus de 40% des personnes affirment être dans l'incapacité de se nourrir – illustrant une situation de pauvreté endémique à l'échelle du pays. Au Sahel, c'est la province de Oudalan qui apparaît la plus vulnérable.

Par ailleurs, **une attention doit être particulièrement portée aux populations rurales**. L'analyse statistique montre en effet qu'il existe des différences significatives entre les habitants des zones rurales et ceux des zones urbaines. Les niveaux de sécurité alimentaire, de sécurité économique, de sécurité religieuse ainsi que de sécurité politique sont systématiquement plus faibles dans les zones rurales – indépendamment des régions étudiées.

En complément de l'analyse des niveaux de sécurité précédemment mentionnés³¹, il a également été demandé aux répondants quel était, selon eux, le type d'insécurité le plus problématique. L'objectif était ici d'obtenir une hiérarchisation des priorités basée sur la perception des populations. Le tableau 7 fait apparaître le nombre de fois où chacune des dimensions est apparue en premier choix (donc en type d'insécurité la plus problématique)

Tableau 7 : priorités des types d'insécurité selon les populations.

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Moyenne
Insécurité économique	7.5%	20.5%	0.5%	27.1%	5.1%	15.4%
Insécurité alimentaire	8.3%	15.3%	3.5%	25.3%	52.2%	20.7%
Insécurité environnementale	0.8%	21.7%	0.3%	4.7%	3.7%	10.1%
Insécurité religieuse	1.3%	0.2%	1.3%	0.0%	0.8%	0.5%
Insécurité politique	19.9%	1.2%	0.0%	8.3%	0.8%	5.4%
Insécurité physique	57.3%	15.6%	90.3%	26.9%	28.1%	33.6%
Insécurité sanitaire	4.8%	25.5%	4.2%	7.7%	9.4%	14.1%

Lecture : 7.5% des répondants de la région Est ont classé l'insécurité économique comme le type d'insécurité le plus problématique dans leur localité.

Sans conteste, les habitants de la région du Sahel ont en grande majorité classé l'insécurité physique comme principal problème. Ce type d'insécurité est également largement supérieur aux autres dans la région de l'Est. Dans la Boucle du Mouhoun, l'insécurité économique, alimentaire et physique enregistrent des scores relativement similaires. Les réponses des habitants du Centre-Nord semblent confirmer les résultats mis en exergue dans la figure 7 puisque la majorité d'entre eux considère que l'insécurité alimentaire est le principal problème dans la région. Enfin, les résultats de l'ensemble de l'échantillon font apparaître l'insécurité alimentaire comme l'enjeu majeur suivi par l'insécurité alimentaire et physique. Comme observé sur la figure 7 les niveaux de sécurité humaine (courbe rouge) sont en général relativement faibles. Ils sont en général « tirés vers

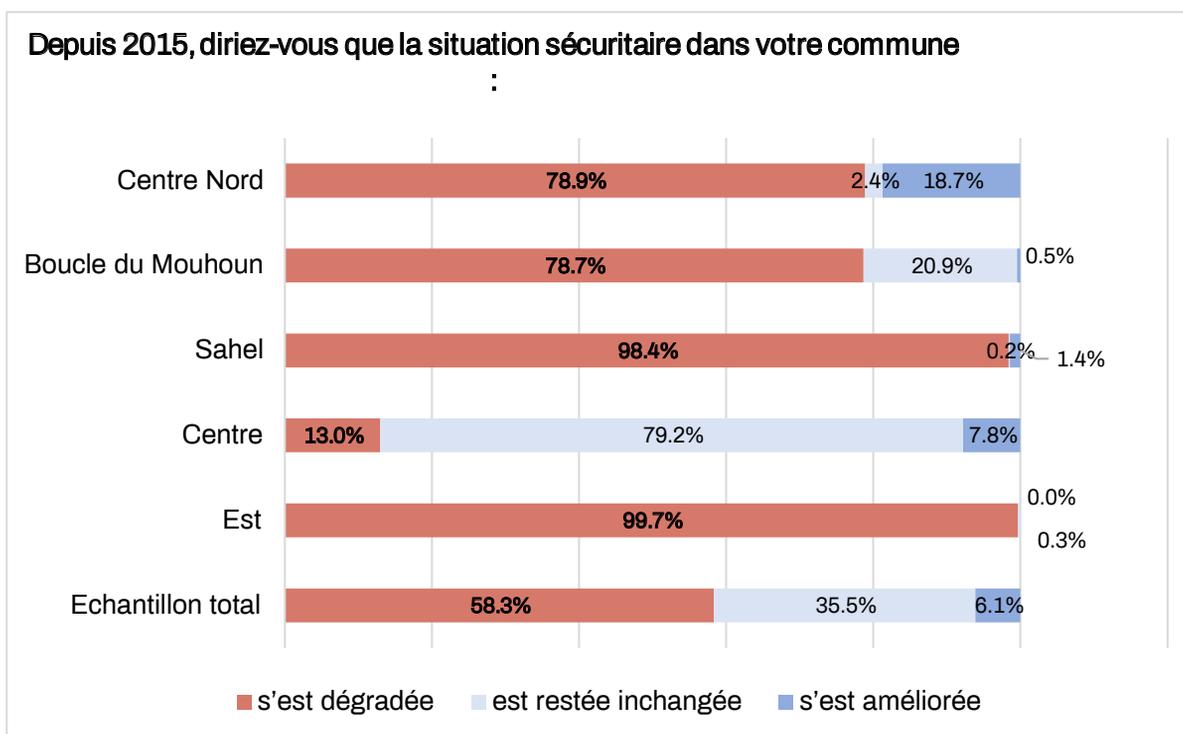
³¹ Chacune des dimensions de sécurité humaine a été appréhendée à travers une série de questions permettant de mesurer objectivement et d'évaluer statistiquement la situation des répondants. Par exemple, la sécurité alimentaire a été mesurée à travers des questions liées au nombre de repas par jour, la capacité à nourrir tous les membres de la famille etc... La sécurité économique a été évaluée à travers des questions sur le niveau de salaire, le pouvoir d'achat du ménage etc...

le bas » par les composantes relatives à la sécurité physique, économique et alimentaire.

II. La sécurité physique

Avant de proposer une analyse détaillée des niveaux de sécurité physique dans les régions étudiées et de revenir sur les déterminants de cette situation, il est à remarquer qu'il existe un consensus général autour de l'idée d'une dégradation de la situation sécuritaire – le constat est unanime dans les régions du Sahel et de l'Est. En revanche, les habitants du Centre ont en grande majorité l'impression que le contexte sécuritaire est resté inchangé.

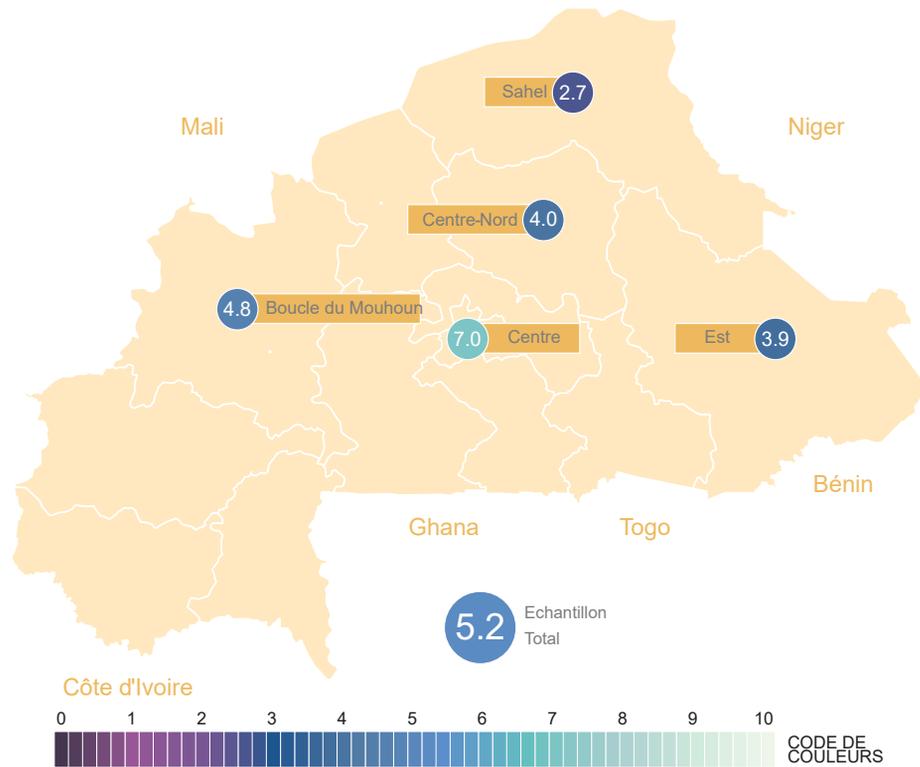
Figure 8 : évolution de la situation sécuritaire depuis 2015



La sécurité physique a été mesurée à travers une série de questions relatives au sentiment de sécurité personnelle des individus (e.g. sentiment d'être à l'abri de la violence dans leur quotidien, sentiment de pouvoir marcher seul dans les rues la nuit etc...).

Heatmap 2 : niveaux de sécurité physique

Sécurité Physique



La *heatmap* ci-contre permet de rendre compte des niveaux de sécurité à l'échelle des régions. Les résultats ont montré précédemment que le niveau d'exposition aux insécurités était plus élevé sur les zones frontalières (voir section 1). Ici encore, les provinces situées à la frontière du pays paraissent davantage vulnérables : le niveau de sécurité physique est également plus faible dans ces mêmes zones.

La région du Sahel est particulièrement affectée : **95% des répondants de Oudalan et de Yagha rapportent ne pas se sentir du tout à l'abri de la violence dans leur vie quotidienne**. C'est dans la province de Kadiogo que les populations se sentent le plus en sécurité. La région de l'Est est particulièrement préoccupante – notamment les provinces de Tapoa et de Komienga.

SECTION 3.

LA GOUVERNANCE SECURITAIRE

Le paysage institutionnel sécuritaire au Burkina Faso est éminemment complexe. Le manque de clarté dans la gouvernance sécuritaire où les Forces de Sécurité « cohabitent » avec des groupes d'auto-défense autoproclamés (comme les Koglwéogos), groupes d'autodéfense informels (comme les Ruggas ou les Dozos), les Volontaires pour la Défense de la Patrie est un défi majeur pour la sécurisation du pays. Cette section du rapport vise à rendre compte du rapport entretenu entre la population et ces différents acteurs. La première partie de cette section est donc consacrée à l'analyse de l'offre sécuritaire au Burkina Faso tandis que la seconde partie de cette section s'attardera sur la demande sécuritaire (i.e. attentes et besoins de la population).

I. La situation de l'offre sécuritaire au Burkina Faso

Un indicateur Score a été créé pour tenter de comprendre la relation que les populations entretenaient avec chacun des acteurs opérant dans le secteur sécuritaire. Cet indicateur combine une série de questions visant à analyser les différentes « facettes » qui peuvent décrire la relation entre les individus et les agents sécuritaires. Concrètement, sept dimensions ont été mesurées :

- Dans quelle mesure l'acteur est-il source de sécurité ?
- Dans quelle mesure l'acteur est-il capable de prévenir des incidents ?
- Est-ce que l'acteur entretient de bonnes relations avec la population locale ?
- Dans quelle mesure l'acteur est-il capable de traiter les affaires judiciaires ?
- Quel est le niveau de confiance qu'inspire l'acteur ?
- Est-ce que l'acteur est apprécié ?
- Dans quelle mesure l'acteur doit-il tenir un rôle plus important dans la gouvernance sécuritaire ?

L'ensemble de ces indications permet d'évaluer de manière précise et transversale la teneur du rapport entretenu entre la population et chacun des acteurs sécuritaires. **Il nous renseigne sur l'acceptation sociale de chacun des acteurs de la sécurité.** Nous parlerons alors de « soutien général » pour décrire ce phénomène. Le tableau 8 rapporte les scores obtenus par chacun des acteurs listés pour chacune des régions.

Les FDS comme acteur préféré.

Parmi l'ensemble des acteurs impliqués dans le secteur sécuritaire, les FDS sont en général davantage soutenus que les autres. Le niveau de soutien est relativement homogène à travers les régions – seule la région de l'Est se distingue des autres. Dans cette région, les ILS sont préférées aux FDS. Le niveau de soutien aux ILS est encore supérieur dans la région Centre Nord – il est néanmoins sensiblement identique au soutien des FDS. En d'autres termes, les habitants du Centre nord soutiennent autant les FDS que les ILS tandis que dans l'Est le niveau de soutien aux FDS est tellement faible que les ILS y sont préférées. Il faut ici noter que dans ces deux régions, les ILS sont issues du groupe Koglwéogos.

Le niveau de soutien aux GOA est en général très faible, c'est dans l'Est qu'ils bénéficient d'une certaine popularité (voir encadrés 1 et 2).

Tableau 8 : soutien général aux acteurs par région³²

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Score Moyen
Soutien général aux FDS	6.7	8.9	8.2	8.8	8.6	8.4
Soutien général aux ILS	7.4	6.1	5.6	6.2	8.7	6.7
Soutien général aux VDP	6.6	7.3	5.9	6.9	8.3	7.1
Soutien général aux GOA	2.3	0.1	0.3	1.0	0.4	0.7
Soutien général aux interventions internationales	2.1	1.3	0.4	2.0	1.5	1.5

La question de l'acceptabilité sociale des acteurs de sécurité non-étatiques

La présence sur le territoire des ILS est disparate. Le tableau 9 rend compte de l'existence des ILS (et des VDP) au sein des diverses provinces étudiées. Pour ce faire, il a été demandé aux répondants de confirmer l'existence de ces acteurs dans leur localité. Il est alors possible d'observer les logiques d'inscription territoriale des ILS.

Tableau 9 : présence des ILS et des VDP dans les régions étudiées

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Moyenne
Existence d'une ILS dans la localité	84.9%	55.2%	0.0%	15.9%	60.6%	47.7%
Existence de VDP dans la localité	12.4%	0.9%	26.5%	4.5%	8.6%	7.1%
Ni l'un ni l'autre	14.1%	34.2%	72.7%	63.1%	27.1%	39.3%

Elles sont particulièrement présentes dans la région de l'Est. Parmi les 5 provinces étudiées dans cette région, quatre d'entre elles enregistrent des scores de 100% (signifiant que tous les répondants de ces provinces confirment l'existence d'une ILS dans leur localité). Seule la province de la Tapoa rapporte une faible présence des ILS (seulement 11%). La région du Sahel est assez particulière car elle est la seule dans laquelle il ne semble pas exister d'ILS mais où la présence des VDP est la plus forte. Il existe également un grand nombre de localités dans lesquelles VDP et ILS sont absentes : **ce sont principalement des habitants de la région du Sahel et dans une moindre mesure dans la Boucle du Mouhoun qui ne peuvent espérer la protection ni des VDP ni des ILS.**

Parmi les ILS identifiées, la grande majorité appartient au groupe Koglwéogós (93.2%) qui sont exclusivement présents dans les régions de l'Est, du Centre-Nord et du Centre. Dans la Boucle du Mouhoun, les autres

³² Par-delà les FDS, les ILS et les VDP, l'enquête a volontairement intégré deux autres acteurs impliqués dans le contexte sécuritaire. D'abord, nous avons souhaité comprendre la relation que la population entretenait avec des interventions internationales de type Barkhane par exemple. Ensuite, parce que pour certains les GOA sont considérés comme des sources de sécurité dans leurs localités, nous avons également mesuré le degré de soutien dont ils bénéficiaient. Ainsi, l'offre sécuritaire analysée considère 5 acteurs (l'analyse permet par ailleurs de différencier au sein des ILS les groupes Koglwéogós, Dozos ou Ruggas - voir plus loin).

ILS identifiées appartiennent au groupe Dozos. Il faut noter qu'à l'inverse des 3 régions citées précédemment où les Koglwéogos sont le seul type d'ILS identifiées, dans la Boucle du Mouhoun Dozos et Koglwéogos se « partagent » le territoire puisque 90% des répondants rapportent la présence de Dozos et les 10% restants rapportent la présence de Koglwéogos.

La *heatmap* 3 permet d'apprécier le niveau de soutien dont bénéficient les ILS dans les provinces étudiées. De manière générale, les ILS semblent être plutôt appréciées sur l'ensemble du territoire³³. Les Koglwéogos bénéficient d'un réel soutien populaire dans les régions de l'Est et du Centre Nord. Cette popularité est en revanche plus faible à Kadiogo – ce phénomène s'inscrit dans une tendance statistique observée, à savoir un soutien aux ILS systématiquement plus faible dans les zones urbaines que dans les zones rurales³⁴. Enfin, bien que leurs méthodes soient moins controversées que celles des Koglwéogos³⁵, la popularité des Dozos est relativement plus faible dans la Boucle du Mouhoun que le soutien qui est en général accordé aux Koglwéogos dans les autres régions. Pour comprendre davantage les dynamiques de soutien à ces groupes, il est possible d'ancrer l'analyse sur des indicateurs spécifiques indexés aux réalités contextuelles.

Les caractéristiques sociodémographiques du soutien aux ILS.

Le développement des Koglwéogos s'inscrit dans une logique de protection de la communauté en réponse à un engagement de l'Etat jugé défaillant. Leur émergence rapide dans les années 2000 répond à une croissance exponentielle de l'insécurité sur l'ensemble du territoire du Burkina, à la banalisation des actes de délinquance et au banditisme endémique. La légitimité des Koglwéogos émane de la conviction que les populations constituent elles-mêmes une force de veille importante contre l'insécurité³⁶.

Comme évoqué plus haut, la distinction entre zones urbaines et zones rurales fait apparaître des différences significatives en termes de soutien aux ILS. Il est également à noter que le niveau d'éducation constitue aussi une ligne de démarcation puisqu'il apparaît que le niveau de soutien aux ILS décroît progressivement à mesure que le niveau d'éducation des individus augmente. L'acceptabilité sociale des ILS peut également être observée à travers le prisme ethnique : la popularité des ILS varie fortement en fonction des groupes ethniques. Ainsi, le soutien est plus faible chez les répondants issus des groupes Dagara (score de 3.8), Bobo (score de 3.9), Dioula (score de 4.1) et Lobi (score de 4.1).

Les pratiques des ILS soutenues par la population.

Afin de comprendre le soutien dont peuvent bénéficier les ILS, il est possible de décomposer l'action générale de ces groupes en une série de dimensions et de mesurer la popularité dont bénéficient chacune d'entre elles³⁷. Le graphique 9 permet de visualiser une comparaison des différentes actions entreprises par les FDS et les ILS.

33 Ici les scores apparaissant pour la région du Sahel reflètent uniquement ce que pensent les habitants « dans l'absolu » des ILS puisqu'ils ne sont en pratique pas confrontés à leur présence (voir tableau 9). Dans une même perspective, les scores observés dans la Boucle de Mouhoun révèle le niveau de soutien aux Dozos tandis que dans les 3 autres régions il s'agit du soutien aux Koglwéogos.

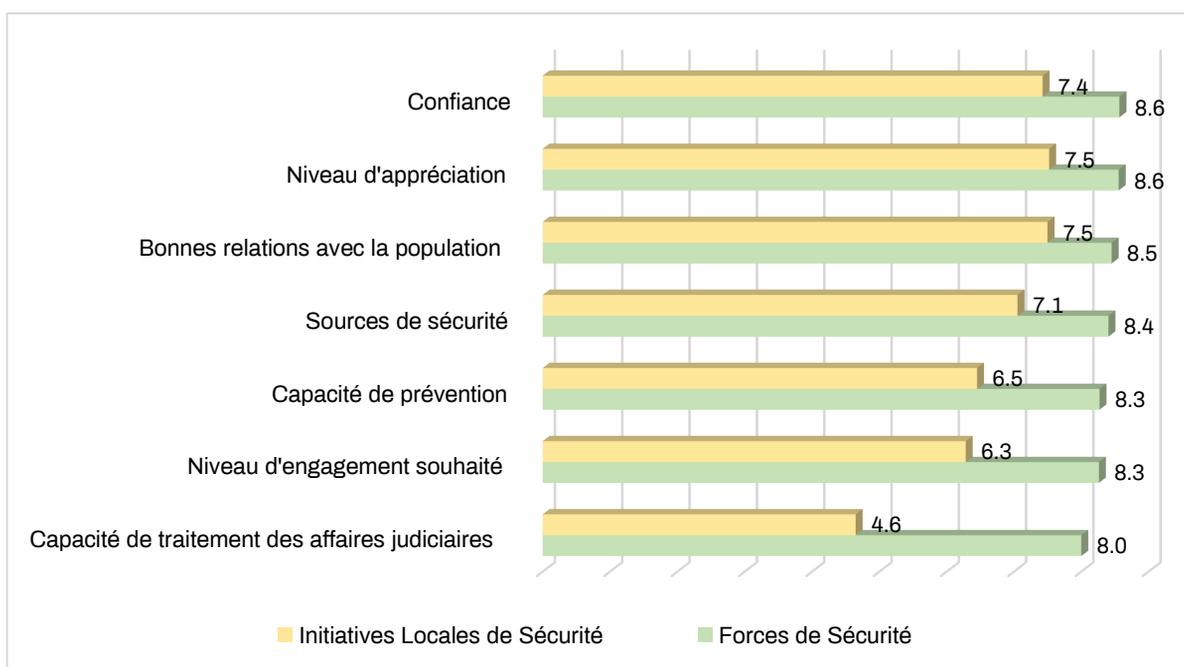
34 Notes du LACET, (2020), Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso ?

35 <https://www.rfi.fr/fr/medias-partenaires/20170313-burkina-faso-part-doze-lutte-contre-insecurite>

36 « Les groupes d'auto-défense Koglwéogos au Burkina Faso », (2016), Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA)

37 Voir construction de l'indicateur « soutien général ».

Figure 9 : comparaison du soutien aux actions des FDS et des ILS



Les FDS bénéficient systématiquement de davantage de confiance de la population pour chacune des dimensions. Il est néanmoins possible d'observer des écarts plus ou moins significatifs : 3 régimes d'écarts peuvent être distingués.

Un écart faible pour les 4 premières dimensions du graphique (de haut en bas) : les scores relatifs à la confiance, au degré d'appréciation, à la qualité des relations avec la population et à la capacité à être source de sécurité sont certes plus élevés chez les FDS que chez les ILS mais la différence est relativement moindre. Un écart davantage prononcé existe pour les deux autres dimensions suivantes. Les citoyens ont tendance à penser que les FDS sont bien plus capables de prévenir les troubles à l'ordre public que ne le sont les ILS. Ils considèrent par ailleurs que les FDS devraient être davantage engagés dans le secteur sécuritaire : la grande majorité pense que les FDS doivent être les principaux acteurs et occuper une place hiérarchique supérieure aux autres acteurs impliqués.

Enfin, **un écart important existe quant à la capacité à traiter les affaires judiciaires**. Les Koglwéogós apportent dans une certaine mesure une solution de proximité aux problèmes d'insécurité : ils sont considérés par la population comme réactifs et efficaces pour rechercher et arrêter les délinquants et adopter des solutions immédiates³⁸. Néanmoins leurs méthodes de traitement sont expéditives et régulièrement anti-démocratiques (e.g. absence de la présomption d'innocence, non-respect de la dignité humaine etc...). L'écart observé sur le graphique pour la dernière dimension peut illustrer les réserves de la population quant à ces méthodes expéditives.

Pour résumer, les ILS bénéficient d'un certain niveau de confiance à l'échelle communautaire, elles sont perçues comme sources de sécurité et de proximité (bonnes relations avec la population). Elles sont appréciées en tant qu'acteur local vigilant. Néanmoins, l'opérationnalisation des pratiques légales de sécurité – telles que la prévention des troubles à l'ordre public et le traitement judiciaire de ces troubles – est davantage appréciée lorsqu'elle est menée par les FDS. Ce constat est d'ailleurs complémentaire avec l'idée que c'est aux FDS d'assurer la prise en charge des opérations du secteur de la sécurité (niveau d'engagement souhaité).

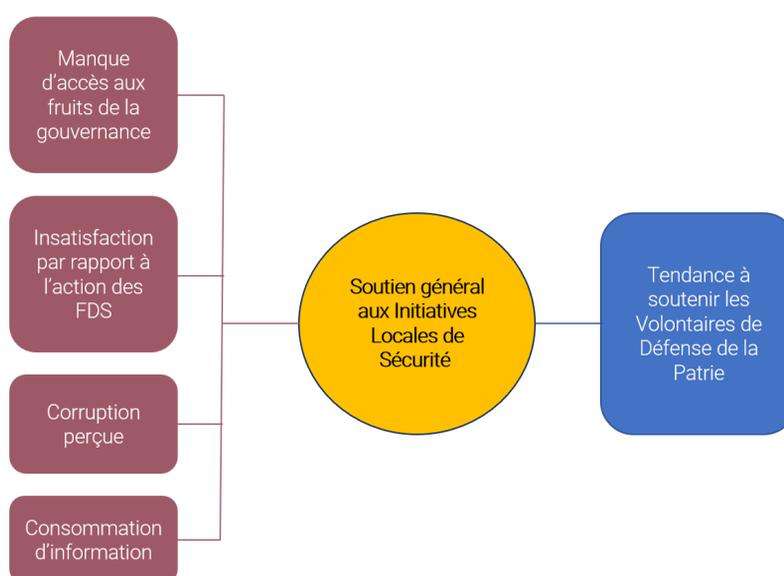
38 R. Da Cunha & T. Quidelleur, « Mouvements d'auto-défense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglwéogós », nov. 2018, Noria Research

Bien que l'Etat soit concurrencé dans son exercice du monopole de la violence légitime, il semble néanmoins que la population continue de considérer que les FDS sont davantage crédibles que les groupes d'auto-défense dans l'opérationnalisation des actions de sécurité (de type prévention, traitement et supervision du secteur sécuritaire).

Les dispositions encourageant la popularité des ILS

Il a été possible d'identifier statistiquement les indicateurs corrélés au « soutien général aux ILS ». La figure 10 visualise les associations significatives existantes. Elle permet d'illustrer le contexte dans lequel se développe la popularité des ILS et de donner des pistes de compréhension aux logiques de développement de ces groupes d'auto-défense.

Figure 10 : indicateurs corrélés au soutien général aux ILS³⁹.



Le premier constat est que le soutien aux ILS n'est pas directement corrélé à des types d'insécurité, de conflits ou de menaces mais davantage associé aux autres acteurs sécuritaires. En effet, aucun indicateur relatif à l'exposition aux insécurité ou aux menaces structurelles n'apparaît sur la figure – signifiant par-là qu'il n'y a pas d'association directe entre insécurité et soutien aux ILS. **La décision de supporter ce type d'acteur est davantage motivé en fonction du rapport entretenu aux autres acteurs** (positif avec les VDP et négatif vis-à-vis des FDS) **qu'aux types d'insécurité en tant que telles**. Le soutien aux ILS prend forme autour des lacunes des FDS et non pas autour des insécurité et témoigne d'un manque d'action de l'Etat en général (absence des services basiques).

En général, le soutien aux VDP s'accompagne d'un soutien aux ILS (et inversement). Ce constat doit se comprendre au regard des indicateurs négatifs. En effet, ceux-ci illustrent une action défailante de l'Etat : les individus ont peu accès aux services de l'Etat (ici, accès aux services d'éducation supérieurs, accès aux in-

39 La figure ne fait apparaître que les indicateurs dont le niveau de corrélation avec l'indicateur « soutien général aux ILS » est jugé significatif (supérieur à 0.2 et inférieur à -0.2). Les indicateurs à gauche (en rouge) indiquent une corrélation négative et celui à droite (en bleu) illustre une corrélation positive. Une corrélation positive indique en général que les deux phénomènes « vont dans le même sens » (i.e. si le score de l'un augmente, celui de l'autre également) tandis qu'une corrélation négative indique des directions opposées : l'amélioration d'un indicateur devrait être associée à la dégradation du score de l'autre.

frastructures et aux transports et accès aux services de sécurité et de justice), sont insatisfaits de l'action des FDS et enfin considèrent qu'il existe un niveau élevé de corruption dans la société. C'est alors parce que les citoyens ont l'impression qu'ils sont abandonnés par l'Etat que le soutien aux ILS et aux VDP se renforcent. En résumé, **l'acceptabilité sociale des ILS se construit sur les lacunes de l'Etat et non pas directement sur la capacité de cet acteur à lutter contre l'insécurité.**

Le manque de clarté institutionnelle dans les opérations de sécurité.

Le manque de clarté dans la distribution des responsabilités et des rôles liés à l'opérationnalisation de mesures de sécurité constitue un enjeu majeur pour la stabilité sociopolitique du pays. L'absence d'institutionnalisation des démarcations entre les acteurs aboutit à paysage sécuritaire hybride ne rassurant personne. Ces lacunes peuvent être observés dans le tableau 10. Il a été demandé ici aux répondants d'identifier quel était selon eux l'acteur le plus légitime pour intervenir sur des délits et/ou crimes spécifiques.

Tableau 10 : légitimité des acteurs selon le type de problème

		Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord
Agressions et viols	FDS	65.8%	82.3%	96.3%	52.8%	67.1%
	ILS	16.5%	11.3%	0.2%	0.9%	31.3%
	VDP	0.2%	0.5%	0.0%	0.8%	0.0%
	Autorités locales	6.4%	0.7%	0.2%	27.4%	0.2%
	Autres	11.1%	5.2%	3.4%	18.2%	1.4%
Délinquance (vols, cambriolages, vandalisme, drogue)	FDS	40.1%	66.5%	94.6%	55.5%	54.4%
	ILS	38.5%	29.5%	0.0%	0.9%	44.9%
	VDP	0.3%	0.2%	0.3%	1.7%	0.0%
	Autorités locales	6.6%	0.2%	0.2%	27.2%	0.0%
	Autres	14.4%	3.5%	5.0%	14.7%	0.6%
Milices, gangs, bandits et fusillades	FDS	69.5%	78.3%	82.9%	68.7%	69.0%
	ILS	4.5%	7.8%	0.5%	0.8%	28.4%
	VDP	0.2%	0.0%	0.2%	2.7%	0.5%
	Autorités locales	5.3%	0.5%	3.4%	15.1%	0.0%
	Autres	20.5%	13.4%	13.1%	12.7%	2.1%

Menaces liées à des GOA	FDS	71.6%	97.2%	89.9%	70.0%	70.8%
	ILS	2.1%	0.5%	0.6%	1.7%	26.8%
	VDP	0.6%	0.2%	0.2%	1.4%	0.5%
	Autorités locales	5.8%	0.5%	1.4%	9.2%	0.2%
	Autres	19.9%	1.7%	7.8%	17.7%	1.7%

Les résultats montrent que les ILS sont particulièrement appréciées pour le traitement des agressions et des viols dans le Centre Nord. Comme observé à partir de la figure 10, les ILS sont davantage acceptées dans la région Centre Nord puisqu'elles sont considérées comme légitimes pour l'ensemble des délits et crimes évoqués. Au Sahel, il y a clairement une tendance de soutien aux FDS : elles sont systématiquement légitimées pour n'importe quel type de délit ou crime (voir encadré 2). Les habitants de la Boucle du Mouhoun sont peu enclins à reconnaître légitimité des FDS pour différents types de problèmes.

De manière générale, les ILS semblent, selon la population, particulièrement adaptées pour les problèmes de délinquance tandis que la menace des GOA reste toujours l'apanage des FDS⁴⁰. Il faut aussi noter que les VDP sont assez peu souvent perçus comme compétents pour traiter des problèmes d'insécurité. **La diversité des réponses apportées dans le tableau 10 illustre une territorialisation de l'acceptation sociale des acteurs de la sécurité.** Le manque de lisibilité de la gouvernance sécuritaire et la dispersion territoriale de la légitimité des acteurs est un obstacle évident à la stabilisation d'une interface civilo-militaire dans le pays.

II. La situation de la demande sécuritaire au Burkina Faso

Le tableau 11 permet d'identifier les priorités d'action selon la population. Il a été demandé aux répondants de choisir 3 priorités parmi une liste d'insécurités et de les classer. Le tableau rend compte de la fréquence à laquelle chacune des insécurités a été classée en première position.

Tableau 11 : priorités selon la population⁴¹

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Echantillon total
Réduire les cas de vols	2.1%	45.0%	1.0%	15.1%	6.5%	22.0%
Réduire les cas de viols	0.0%	0.2%	0.0%	0.2%	0.2%	0.1%
Réduire les cas d'attaques à mains armées	34.2%	16.3%	40.4%	37.7%	39.2%	29.2%
Réduire les cas d'accidents	0.0%	12.5%	0.2%	2.4%	2.7%	5.8%
Réduire les rapt (enlèvement) de filles/femmes	1.3%	0.2%	0.0%	0.5%	0.5%	0.5%
Réduire le grand banditisme	2.4%	13.7%	1.0%	5.4%	8.1%	8.1%
Réduire les attaques des GOA	57.9%	4.5%	39.1%	36.2%	41.6%	28.4%

40 R. Da Cunha & T. Quidelleur, « Mouvements d'auto-défense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglwéogos », nov. 2018, Noria Research

41 Lecture du tableau : dans la région Est « 2.1% des répondants considère que la réduction des cas de vol doit être la priorité » / « 34.2% des répondants considère que la réduction des cas d'attaques à main armées doit être la priorité » / « 57.9% des répondants considère que la réduction des attaques des GOA doit être la priorité ».

Réduire les conflits interethniques et interreligieux	0.3%	0.2%	17.9%	2.1%	1.1%	2.5%
Réduire les conflits liés aux ressources naturelles et au foncier	1.8%	7.3%	0.5%	0.5%	0.2%	3.3%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les trois principales attentes de la population en matière sécuritaire sont la réduction des attaques à mains armées, la réduction des attaques des GOA et la réduction des vols. Néanmoins, des spécificités locales existent : les habitants de la région de l'Est sont particulièrement sensibles à la réduction des attaques des GOA (davantage que dans les autres régions). Il y a d'ailleurs un consensus total à Kompienga puisque tous les répondants de cette province ont classé la réduction des attaques des GOA en première position (100%). Les résultats relatifs à ce type d'insécurité sont également élevés dans les provinces de Komandjoari et Gnagna (respectivement 87% et 76% des répondants ont identifié les attaques des GOA comme principale priorité). En général, les attaques à main armées ainsi que la présence des GOA sont les principales dynamiques que les populations veulent voir enrayer. Les habitants de la région du Centre souhaitent en revanche que les phénomènes de vols soient pris en charge de manière plus efficace par les FDS.

Alors que le tableau 11 décrit les attentes des citoyens, le tableau suivant rend compte des moyens qui selon eux devraient être développés pour améliorer la sécurité dans leur localité⁴².

Tableau 12 : moyens d'action à développer selon la population

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Echantillon total
Assurer la proximité des services de sécurité	27.1%	25.0%	33.4%	49.8%	25.1%	31.1%
Augmenter le nombre de patrouilles	30.2%	29.0%	45.8%	12.3%	5.7%	23.9%
Améliorer les infrastructures routières pour permettre aux FDS de couvrir le territoire	34.3%	5.0%	2.2%	17.4%	51.7%	19.1%
Combattre la corruption au sein de la police, gendarmerie, justice	1.1%	5.7%	2.9%	5.0%	5.1%	4.4%
Augmenter la peine d'emprisonnement	0.0%	0.0%	0.0%	0.9%	1.4%	0.4%
Renforcer la coopération entre les services de sécurité au niveau des frontières	0.2%	2.8%	1.8%	2.7%	1.3%	2.0%
Renforcer la collaboration entre les services de sécurité et les populations	5.3%	24.8%	6.4%	8.5%	7.1%	13.9%
Améliorer la communication entre les forces de sécurité et les communautés	1.8%	6.8%	7.5%	2.6%	1.9%	4.5%

⁴² Les résultats affichés dans le tableau 12 suivent la même logique que ceux présentés dans le tableau précédent : les fréquences illustrent le nombre de fois où chacune des actions a été classée en première position.

Améliorer la transparence des actions des forces de sécurité	0.0%	0.5%	0.0%	0.8%	0.3%	0.4%
Impliquer davantage les forces de sécurité lorsqu'il y a des catastrophes (e.g. Inondations, incendies...)	0.0%	0.5%	0.0%	0.2%	0.3%	0.3%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Les trois axes prioritaires à développer par les FDS selon les répondants sont la proximité des services de sécurité, l'augmentation du nombre de patrouilles et l'amélioration des infrastructures routières. Ici encore, les écarts régionaux observés permettent d'illustrer les réalités locales et ainsi d'envisager des priorités territorialisées pour l'action des FDS. Par exemple, les citoyens de la Boucle du Mouhoun réclament plus qu'ailleurs une amélioration de la proximité des services de sécurité. L'augmentation du nombre de patrouilles est en revanche la principale priorité pour les habitants de la région du Sahel (91% des répondant de la province de Yagha classent cette action comme prioritaire). Au Centre Nord, ce sont clairement les infrastructures routières qui sont mises en cause : plus d'un répondant sur 2 dans cette région considère que l'amélioration des routes est une condition essentielle pour une meilleure action des FDS. Enfin dans le Centre les habitants semblent plus attentifs qu'ailleurs au renforcement des modalités de coopération entre les services de sécurité et la population.

Les tableaux 11 et 12 permettent de proposer une description précise des attentes des populations. Ils indiquent des pistes d'actions localisées répondant aux priorités territoriales telles qu'elles sont perçues par les citoyens. Un des axes d'intervention pour l'amélioration de l'interface civilo-militaire pourrait alors reposer sur un ajustement de l'action de FDS aux attentes locales. **Cette approche décentralisée est d'autant plus importante que les résultats montrent des attentes disparates en fonction des régions observées. Les populations des diverses localités ont des expériences de sécurité diverses et en ce sens ont des attentes différentes.** Une attention particulière aux priorités locales pourrait constituer une voix vers l'amélioration du niveau de sécurité.

SECTION 4.

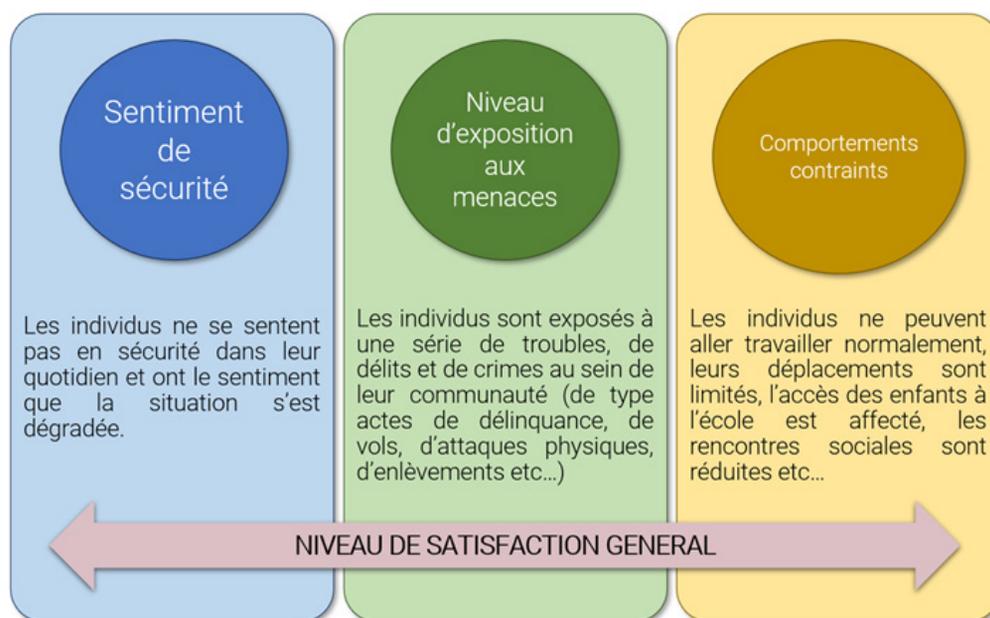
LA SITUATION SECURITAIRE ET LE NIVEAU DE SATISFACTION DE LA POPULATION

Que cherche-t-on à mesurer ?

Selon la pyramide de Maslow, à l'assouvissement des besoins physiologiques doit directement succéder la réalisation des besoins de sécurité. Conformément aux théories du droit naturel, la sécurité constitue le cœur du contrat social : les sociétés se forment sur l'abandon d'une partie de la liberté individuelle en échange de l'accès à une sécurité collectivement assurée. Mission régaliennne par essence donc, le maintien de l'ordre public est le fondement de la stabilité des Etats et une condition essentielle à la cohésion sociale. L'imprévisibilité des menaces, l'anxiété quotidienne et le manque de confiance dans les agents de l'Etat en charge du maintien de la sécurité sont des moteurs de l'instabilité sociopolitique. En conséquent, l'insatisfaction généralisée de la population à l'égard de la situation sécuritaire met en péril le contrat social et ouvre la voie à des troubles structurels profonds.

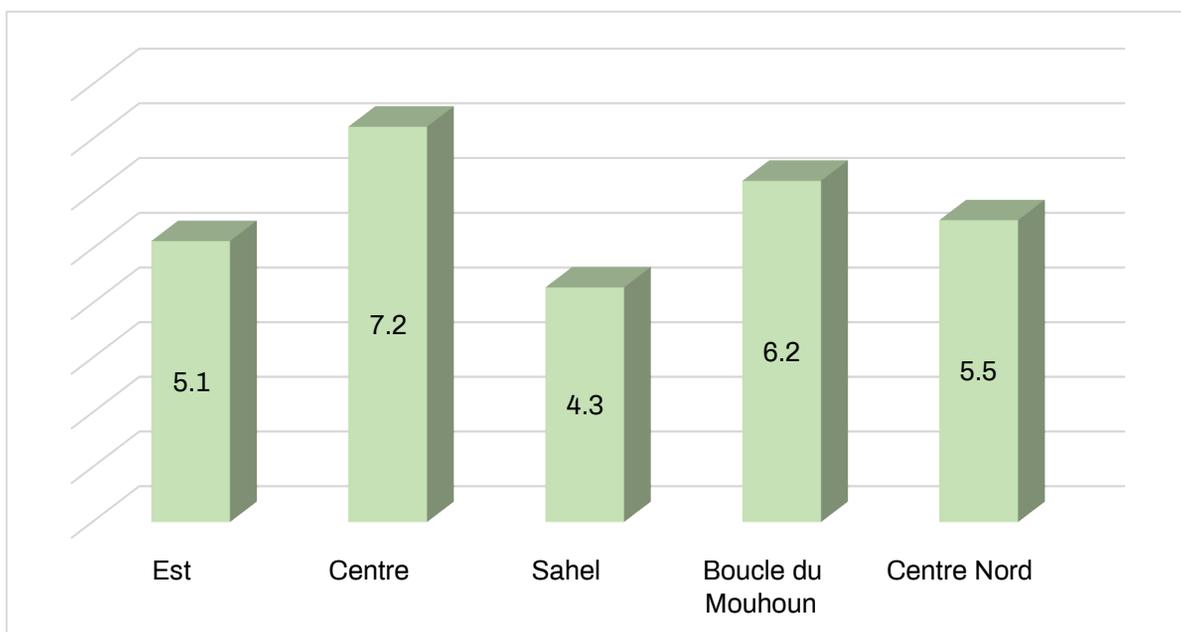
Le cœur de l'analyse SCORE a consisté dans un premier temps à trouver une **mesure pour le sentiment de satisfaction des populations à l'égard de la situation sécuritaire** pour ensuite identifier les déterminants susceptibles d'améliorer ce sentiment. Un méta-indicateur a été construit pour rendre compte du niveau de satisfaction de la population (appelé Niveau de Satisfaction Général (NSG)). Il s'articule autour de 3 dimensions : le sentiment de sécurité physique, le niveau d'exposition à la violence et enfin le recours à des comportements contraints par le manque de sécurité (voir figure 11).

Figure 11 : composants de l'indicateur « niveau de satisfaction général » à l'égard de la situation sécuritaire



Un score faible associé à cet indicateur permet ainsi de refléter une **situation dans laquelle les citoyens pour minimiser leur exposition à des menaces endémiques, se voient contraints de restreindre leur liberté d'action et pour autant ne parviennent toujours pas à se sentir en sécurité**. Une telle situation est alors l'illustration d'un manquement à la mission fondamentale du maintien de l'ordre public dans un Etat de droit. Ce déficit structurel menace l'équilibre de la société et rend toujours plus instable le contexte sociopolitique.

Figure 12 : scores régionaux pour le niveau de satisfaction général

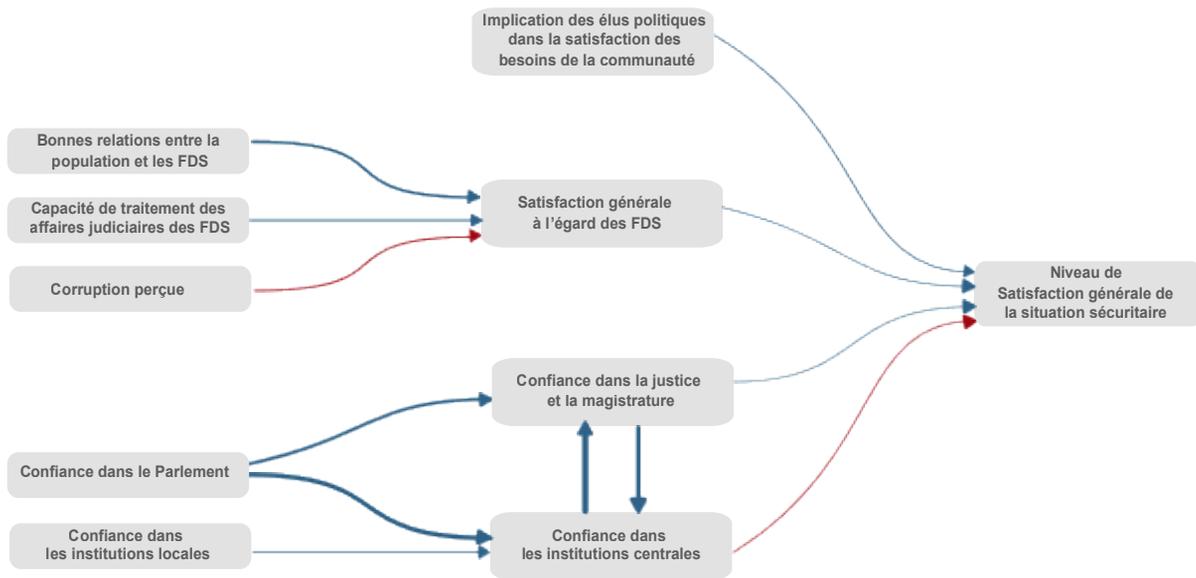


Les résultats montrent que les habitants de la région du Sahel sont particulièrement insatisfaits. Les scores obtenus dans les régions de l'Est et du Centre Nord sont par ailleurs également faibles. La modélisation présentée dans la figure 13 permet d'identifier les déterminants prédictifs de ce niveau de satisfaction. Ils constituent des leviers qui permettent de renforcer la satisfaction des populations.

Les résultats du modèle

Le modèle prédictif a été pensé comme suit : le niveau de satisfaction général de la population au regard de la situation sécuritaire est l'objectif à atteindre. Il constitue la variable dépendante (en vert). La modélisation consiste à comprendre quels sont les éléments qui influencent directement le niveau de satisfaction. Ces indicateurs sont des déterminants (en bleu), ils encouragent un niveau de satisfaction élevé (lorsque la relation est positive – matérialisée par une flèche bleue) ou au contraire réduisent le niveau de satisfaction (lorsque la relation est négative – matérialisée par une flèche orange). Il est ensuite possible de renouveler le même schéma analytique et ainsi découvrir les indicateurs qui eux-mêmes influencent les déterminants en bleu. **Le modèle révèle le *nexus* d'indicateurs en jeu et leurs relations de causalité : il caractérise la série d'interactions qui mène à un niveau donné de satisfaction général des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire.**

Figure 13 : Modélisation des déterminants du niveau de satisfaction général



Chacun des indicateurs apparaissant dans le modèle doit faire l'objet d'une attention particulière et peut potentiellement constituer une porte d'entrée pour le développement d'actions programmatiques. La partie suivante proposera une interprétation de ce modèle en apportant des données relatives à la situation de certains indicateurs au niveau régional. La contextualisation de ces déterminants pourrait favoriser l'opérationnalisation d'interventions localisées susceptibles de restaurer la satisfaction des populations.

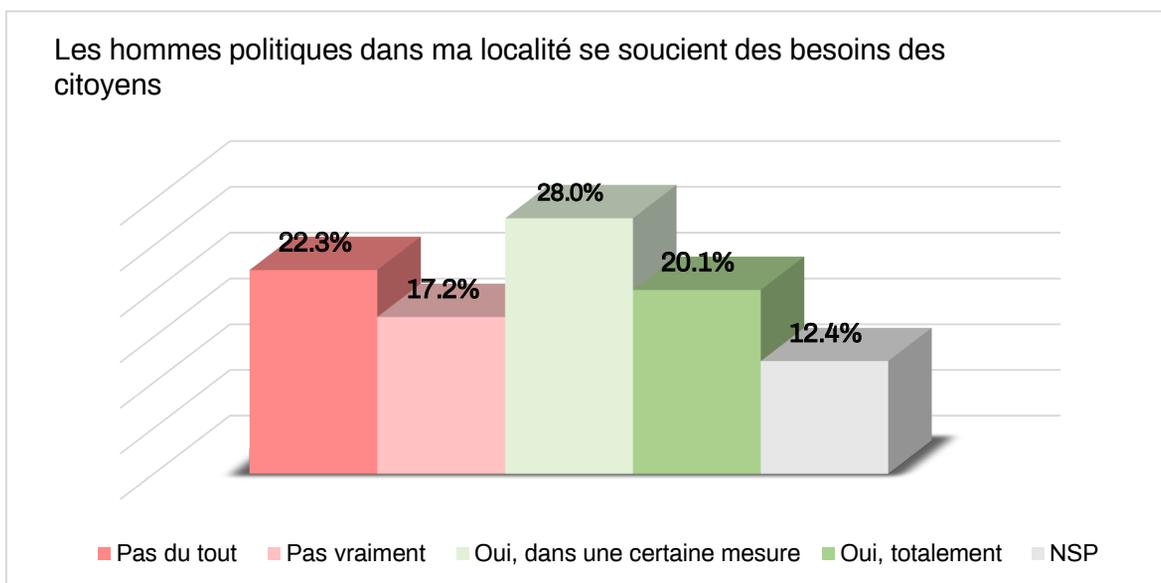
Les enseignements

Les résultats de la modélisation peuvent être déconstruits autour de trois grandes dynamiques : l'implication des élus dans la vie de la communauté, le rapport de la population aux FDS et la confiance dans le réseau institutionnel.

1. Le rôle des leaders politiques dans la vie de la communauté

Le premier facteur déterminant le NSG est lié à l'implication des élus politiques dans les affaires de la communauté. La relation est positive signifiant qu'**une implication renforcée des représentants politiques dans la vie quotidienne locale tendra à rassurer les populations sur la situation sécuritaire**. Les perceptions des citoyens à l'égard de l'action de leurs élus locaux est relativement mitigée. Comme le montre la figure 14, un peu moins d'un répondant sur 2 a une opinion positive (autour de 49%) et 40% des individus interrogés ont plutôt une opinion négative.

Figure 14 : implication des hommes politiques dans la vie quotidienne



Scores régionaux relatifs à l'implication des élus.

Est	4.9
Centre	4.3
Sahel	6.5
Boucle du Mouhoun	6.4
Centre Nord	5.7

Le degré d'implication des élus est jugé différemment en fonction des localités. Il apparaît par exemple que l'opinion de la population soit plutôt favorable dans les régions du Sahel et la Boucle du Mouhoun. Le score identifié dans la province du Yagha est bien inférieur aux scores obtenus dans les autres provinces du Sahel – l'action des hommes politiques y est bien moins appréciée qu'ailleurs dans la région. Les citoyens du Centre sont en majorité déçus de l'engagement politique de leurs élus. La plupart des provinces de l'Est enregistrent également des scores faibles.

Enfin il est important de remarquer que par-delà les disparités territoriales, l'implication des élus est jugée différemment en fonction du niveau d'éducation des répondants. Il apparaît en effet que plus les individus sont diplômés plus ils jugent l'implication des élus dans la vie de la communauté superficielle. Dans une même perspective, une attention précisée aux catégories socio-professionnelle permet d'observer que **la catégorie des étudiants est particulièrement critique à l'égard de l'action locale des élus** – parmi l'ensemble des scores obtenus pour cet indicateur c'est la catégorie de population enregistrant le score le plus faible. Le niveau d'éducation comme l'âge (les moins de 35 ans sont plus critiques que les catégories plus âgées) sont donc des éléments à prendre en compte lorsque l'on cherche à interpréter le jugement des citoyens à l'encontre de leurs élus locaux.

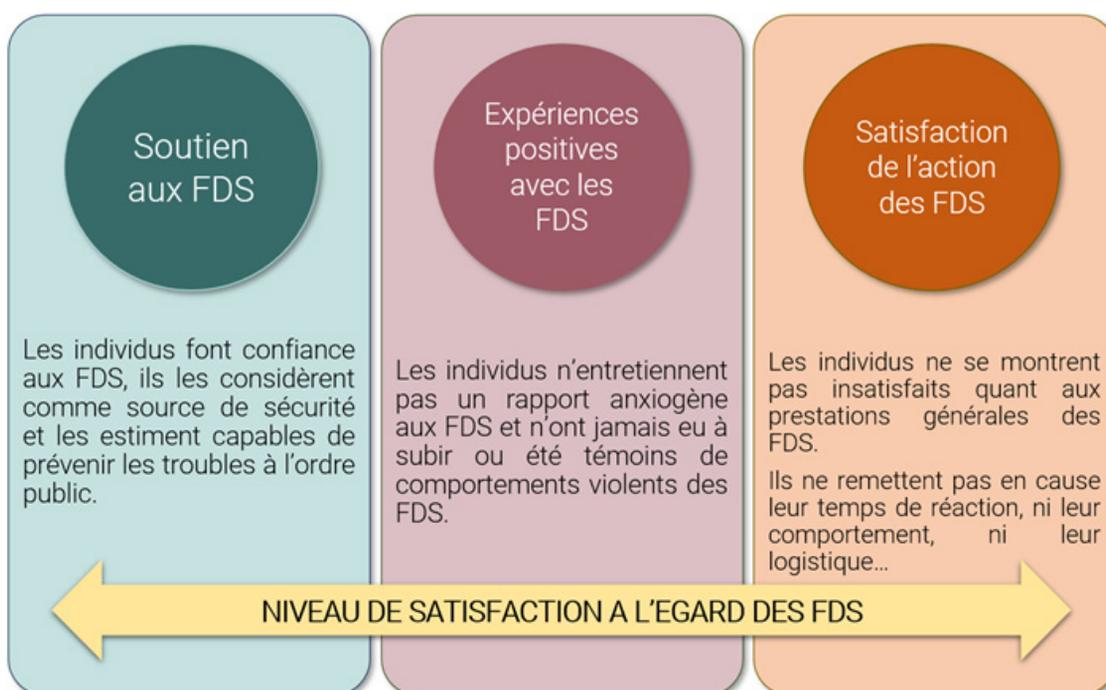
La question de l'âge est une dimension importante à considérer car même si aucune différence significative n'a été observée en termes de Niveau de Satisfaction Générale (NSG), **la catégorie la plus jeune de la population semble présenter davantage de propension à la violence**. Les résultats montrent que les jeunes manifestent un esprit de vengeance plus élevé, ils sont moins enclins à rechercher des solutions pacifiques lorsqu'ils sont en situation de conflits et ont davantage tendance à justifier l'usage de la violence dans

des situations hostiles spécifiques (e.g. en cas de vol de nourriture, vol de récolte ou encore en cas de mauvais traitement de la part des FDS ou des VDP). En d'autres termes, certes les jeunes ne sont pas plus insatisfaits que les plus âgés pour ce qui relève de la situation sécuritaire mais en cas d'insatisfaction grimpante, ils pourraient être – plus que les autres – enclins à recourir à des comportements violents pour signifier leur mécontentement. Ici, **l'insatisfaction des jeunes à l'égard de l'engagement local des élus politiques constitue un levier aggravant l'insatisfaction générale et pourrait alors entraîner un basculement dans la violence de cette catégorie de la population.**

2. La relation de la population aux Forces de Sécurité

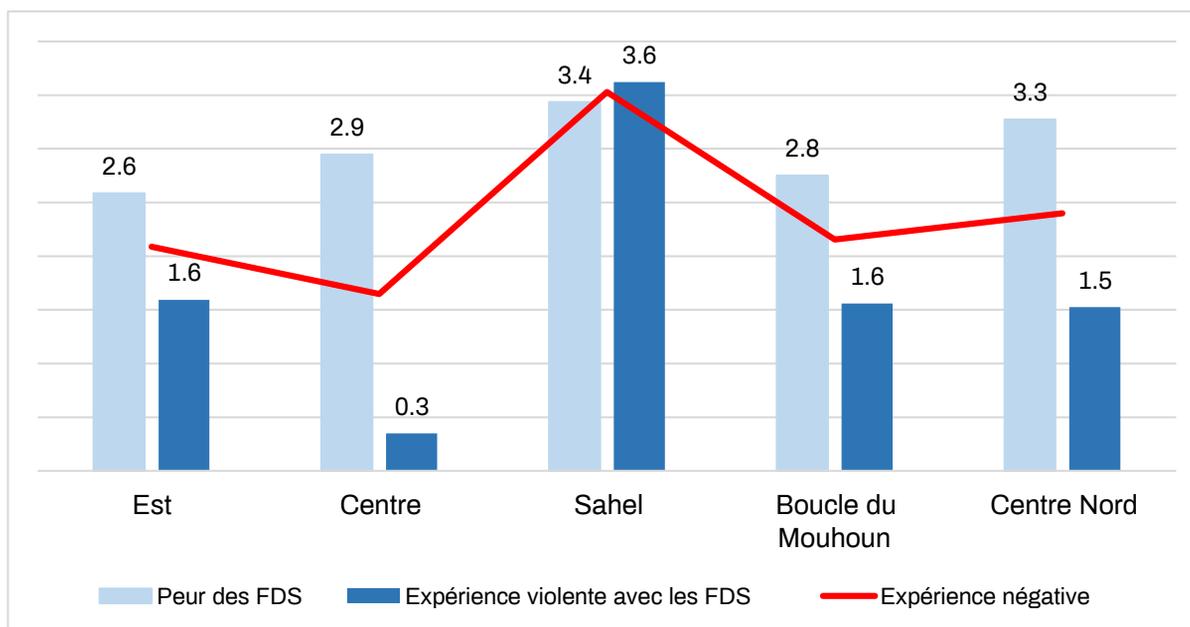
Un deuxième déterminant influence le NSG, il s'agit ici de l'indicateur « satisfaction générale à l'égard des FDS ». Cette variable permet de mesurer la façon dont la prestation des FDS est perçue par les citoyens. Elle combine trois dimensions : le niveau de soutien accordé aux FDS, la nature de la relation entretenue avec elles et enfin un jugement sur leur prestation.

Figure 15 : composants de l'indicateur « niveau de satisfaction à l'égard des FDS »



Logiquement, lorsque les individus sont satisfaits de l'action des FDS, le NSG tend à s'améliorer. C'est à l'Est et dans la région du Sahel que les individus se montrent le moins satisfaits à l'égard des FDS. La faiblesse des scores dans ces deux régions, et en général sur l'ensemble des territoires observés, peut s'expliquer à travers deux dynamiques : les citoyens de ses régions entretiennent en général une certaine anxiété à l'égard des FDS et ensuite les citoyens accumulent des reproches variés envers ces FDS (figure 16).

Figure 16 : rapport anxiogène aux FDS



L'expérience négative avec les FDS (courbe rouge) a été mesurée en cumulant deux phénomènes : la peur des FDS et l'exposition à des expériences violentes avec les FDS.

Le niveau de crainte des FDS est relativement homogène à travers les régions : environ 29% des personnes interrogées se disent anxieuses lorsqu'elles voient la police (ce rapport passe néanmoins à 42% pour les répondants de la région du Sahel). En revanche des écarts importants peuvent être observés lorsque l'on prête attention aux expériences violentes. Les habitants de la région du Sahel ont très nettement été plus souvent maltraités par les FDS que les habitants des autres régions (les répondants du Centre sont particulièrement épargnés par ce problème). Alors qu'en moyenne, un répondant sur 10 dit avoir fait l'expérience de comportements violents de la part des FDS, ils sont plus de 40% dans la région du Sahel à avoir été confrontés à des comportements policiers violents (ils sont 0.7% dans la région du Centre).

La peur des FDS est bien évidemment un moteur de l'insatisfaction des populations. Le tableau 13 permet d'évaluer le poids régional des autres moteurs d'insatisfaction.

Tableau 13 : motifs d'insatisfaction à l'encontre des FDS

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord
Temps de réaction	7.8	5.4	7.5	4.8	5.3
Prestation / efficacité	2.2	1.6	4.0	1.4	1.6
Logistique et présence	7.9	6.2	7.1	6.7	4.9
Infrastructures routières	7.3	5.7	7.2	7.3	7.2

Les infrastructures routières sont de manière transversale un facteur explicatif important du niveau d'insatisfaction des individus : à l'exception du Centre, les 4 autres régions rapportent des scores sensiblement similaires. Le temps de réaction est particulièrement source de reproches dans les régions de l'Est et du Sahel. L'amélioration de cette dimension contribuerait grandement à améliorer la perception des citoyens à l'égard

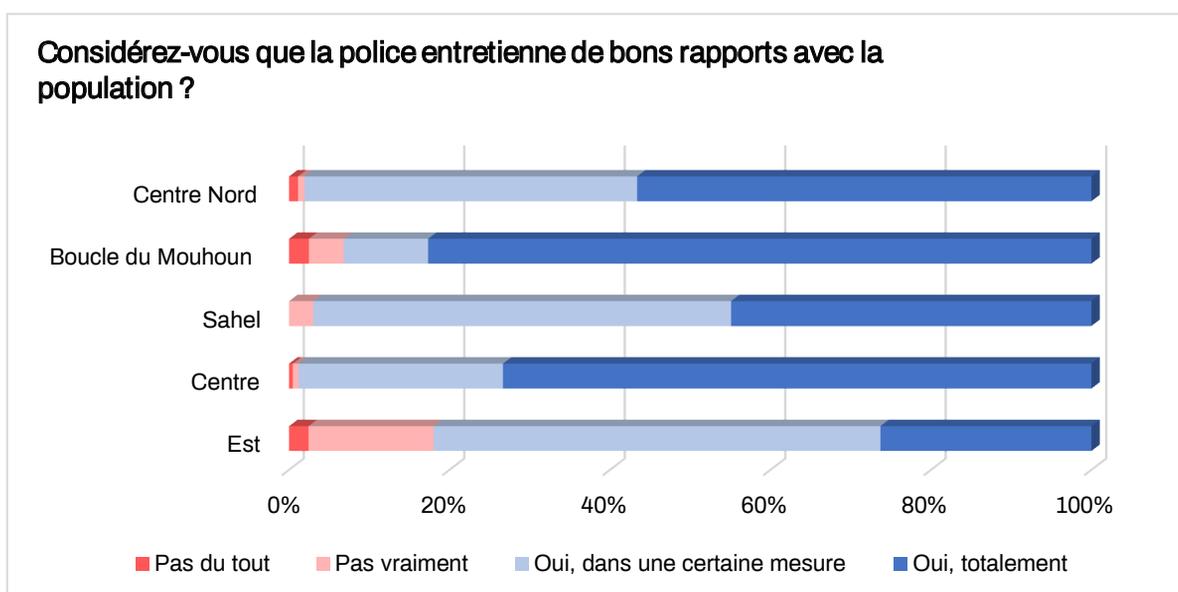
des FDS. C'est aussi dans ces deux régions que le manque de présence et le manque d'équipement est perçu comme un obstacle majeur à l'action efficace des FDS.

La modélisation (figure 13) fait apparaître l'existence de leviers susceptibles d'encourager la satisfaction générale envers les FDS. Celle-ci peut se trouver améliorée lorsque les relations avec la population sont jugées bonnes (1), lorsque les FDS affirment leur capacité à traiter les délits et crimes (2). Elle est en revanche affectée par un sentiment de corruption généralisé (3).

a. De bonnes relations avec la population.

La propension des populations à coopérer avec les FDS est un enjeu majeur du secteur sécuritaire au Burkina Faso (voir section 1). La satisfaction envers les FDS comme la tendance à coopérer avec elle doit d'abord reposer sur la mise en place de relations pacifiées et de liens de confiance. C'est indéniablement dans la région de l'Est que les répondants déclarent ne pas avoir de bonnes relations avec les FDS. Tandis que le score oscille entre 8.3 et 8.9 pour les quatre autres régions, le score de l'Est est de 6.9 illustrant un sentiment mitigé.

Figure 17 : relations de la population à la police



b. Capacité à traiter les problèmes judiciaires.

Le développement des ILS et leur popularité repose en partie sur leur capacité à traiter de manière immédiate les délits et à punir les délinquants. Par opposition, il est régulièrement reproché à l'Etat et à ses agents leur incapacité à régler les problèmes. Encore une fois c'est surtout à l'Est que ces reproches apparaissent. Ils sont seulement 22% dans cette région à considérer que la police est efficace pour traiter les affaires de police judiciaire (crimes et délits) – contre 48% en moyenne sur l'ensemble de l'échantillon. Le crédit accordé à la gendarmerie est tout aussi faible puisqu'ils sont 31% à considérer les gendarmes efficaces (contre 67% en moyenne). Consolider les capacités des FDS à prendre en charge les problèmes judiciaires et renforcer l'idée selon laquelle elles participent activement à appliquer les sanctions légales à l'encontre des délinquants et criminels agirait comme un moteur indirect de satisfaction général de la population.

c. Lutter contre la corruption.

La perception d'un niveau de corruption élevé au sein de la société agit comme un moteur négatif sur le ni-

veau de satisfaction envers les FDS. Ce sont les habitants du Sahel qui ont davantage tendance à considérer qu'il existe un phénomène de corruption généralisé au sein de la société burkinabè.

Tableau 14 : scores relatifs à la corruption perçue

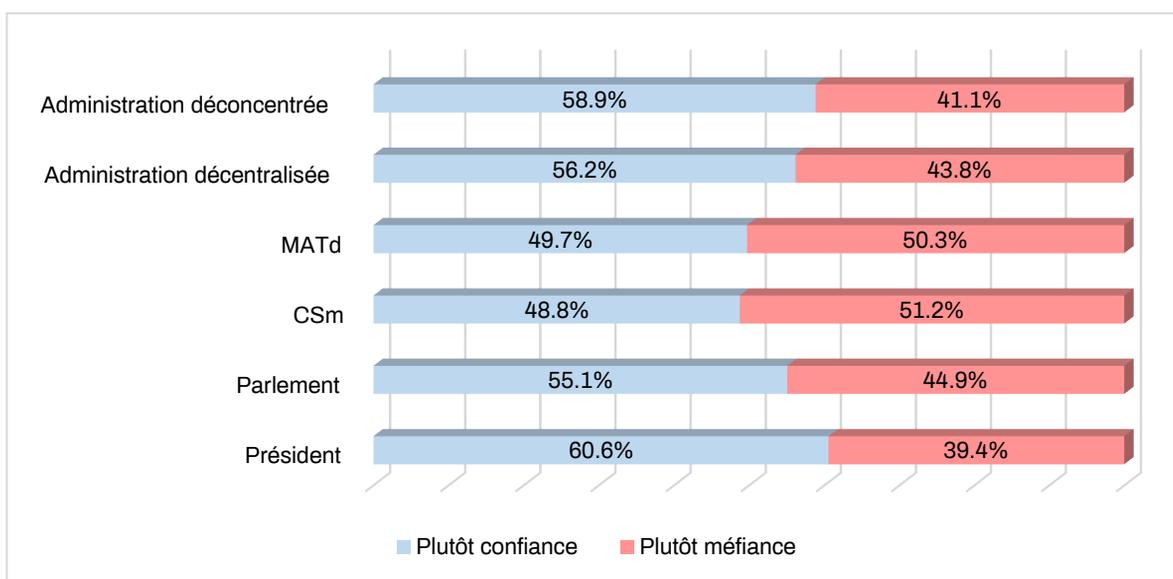
Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord
3.5	3.6	4.7	3.1	1.8

Il est également à noter que les jeunes de moins de 24 ans ont également tendance à considérer que divers domaines de la société sont corrompus. Un jeune sur trois rapporte que « *la police ferme les yeux sur une infraction de la route si on les paie* » ou encore un sur quatre considère que « *la police couvre le crime organisé ou laisse les criminels en liberté en échange de paiements informels* ».

3. Le lien entre le réseau institutionnel et le niveau de satisfaction général.

La dernière dynamique révélée par la modélisation s'articule autour des institutions étatiques. L'analyse met à jour le lien direct existant entre le niveau de satisfaction de la population et la confiance accordée aux principales institutions de l'Etat. Avant de proposer une analyse détaillée du modèle, la figure 18 et le tableau 15 permettent d'illustrer le rapport des citoyens à leurs institutions étatiques.

Figure 18 : confiance de la population dans les institutions



De fortes disparités territoriales existent dans la confiance accordée aux acteurs institutionnels. Sans surprise, les habitants des régions du Sahel et de l'Est sont bien moins positifs que dans les autres régions. La région de l'Est est extrêmement critique à l'encontre des acteurs politiques. Il doit aussi être signalé que des **différences significatives ont été identifiées en fonction du genre – les femmes tendent à être plus confiantes que les hommes dans le réseau institutionnel.**

Tableau 15 : scores relatifs à la confiance dans les institutions

	Est	Centre	Sahel	Boucle du Mouhoun	Centre Nord	Score Moyen
Confiance dans les institutions centrales	3.0	7.1	4.7	6.7	6.5	6.0
Confiance dans le Parlement	3.0	7.1	4.6	6.6	6.4	6.0
Confiance dans la CSM	3.1	6.3	4.5	6.5	6.5	5.7
Confiance dans les institutions locales	3.7	6.7	5.8	7.0	6.9	6.2

a. Lien entre stabilité institutionnelle et sentiment de sécurité.

Dans un premier temps, il est fondamental de constater que le modèle révèle statistiquement **la conjonction entre la légitimité accordée aux institutions essentielles de l'Etat et le sentiment de sécurité des populations**. D'abord, la modélisation confirme qu'en tant que droit essentiel et fondateur du contrat social, la satisfaction du besoin de sécurité repose directement sur l'action des institutions de l'Etat. La lecture du modèle montre que la confiance dans les institutions tend à améliorer le NSG. Néanmoins, opérer un renversement dans la façon de lire le modèle permet de souligner la dynamique inverse : la dégradation du niveau de satisfaction ébranle la confiance dans les institutions. Contextualisés avec les événements récents survenus dans le pays, **les résultats confirment que la stabilité institutionnelle est en péril dès lors que la population a le sentiment que l'Etat est incapable d'assurer le droit à la sécurité**. La prise de pouvoir récente par les hommes du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba et le renversement de l'ordre institutionnel au nom des impératifs de sécurisation de la population peuvent être réinterprétés au regard de ces résultats.

b. Effet contre-productif d'une action unilatérale de l'Etat central en matière de sécurité.

Ensuite, il convient d'expliquer une causalité *a priori* contre-intuitive : le lien négatif entre confiance dans les institutions centrales et le NSG. Ce lien doit être appréhendé au regard des relations existantes au sein du *nexus* institutionnel visualisé par le modèle. L'interprétation doit être construite comme suit : **l'action unilatérale et directe des institutions centrales (Président et Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD)) sur le NSG est négative tandis que l'action de la Justice et de la Magistrature (CSM) est positive dès lors qu'elle est médiatisée par les autres institutions étatiques (institutions centrales, Parlement et institutions locales)**.

Ce constat peut être interprété à l'aune d'un des principes fondamentaux de l'Etat de droit : la séparation des pouvoirs de Montesquieu. Toute organisation démocratique doit fonctionner sur une distribution précise de pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires indépendants les uns des autres. La flèche orange (négative) entre les institutions centrales et le NSG doit être interprétée comme suit : **la prise en main de manière unilatérale des besoins sécuritaires civils par l'Etat central (le pouvoir exécutif) est le vecteur d'une dégradation du niveau de satisfaction général des individus**. En d'autres termes, les individus n'attendent pas de l'Etat central uniquement la mise en œuvre d'actions de sécurité.

La satisfaction des individus passe par une action concertée et médiatisée de l'ensemble des pouvoirs essentiels : le Parlement, les acteurs politiques locaux, l'Etat central et le pouvoir judiciaire (CSM). Le renforcement du sentiment de sécurité repose sur une action coopérative entre les institutions essentielles de l'Etat. **Un ordre institutionnel stable au sein duquel les organes exécutifs, législatifs et judiciaires prennent part est le principal garant du respect du droit à la sécurité et l'unique moteur de sa reconnaissance par les populations**.

c. Un appel à des politiques de sécurité décentralisées.

Comme expliqué plus haut, l'action unilatérale de l'Etat central agit comme un moteur négatif du niveau de satisfaction. C'est ici une logique *top-down* de l'action publique en matière de sécurité qui est redoutée. **L'amélioration du niveau de satisfaction semble appeler à la mise en œuvre d'une action décentralisée dans le secteur de sécurité.** Le modèle montre un lien direct entre la confiance dans les institutions locales et la confiance dans les institutions centrales. La participation des représentants politiques (Parlement) est également une clé du *nexus* institutionnel. Une vue générale du modèle tend à confirmer un besoin de proximité exprimé par les citoyens.

Trois indicateurs illustrent cette logique : « bonnes relations des FDS avec la population », « implication des élus locaux dans les affaires de la communauté » et « confiance dans les institutions locales ». Ces trois variables indiquent la nécessité de penser le secteur de la sécurité à travers une perspective décentralisée attentive aux besoins locaux des citoyens. Le sentiment de sécurité se renforce lorsque les individus ont confiance dans leurs représentants locaux, lorsque ceux-ci s'investissent dans la vie de la communauté et lorsque les relations entre la population et les FDS sont positives. La mise en œuvre de politiques de sécurité et d'interventions visant à restaurer le droit à la sécurité doit reposer sur une approche de subsidiarité et ainsi passer par une attention particulière à l'échelle locale. Celle-ci pourrait prendre appui sur les réelles attentes des populations et les axes d'interventions qu'elles considèrent prioritaires. En ce sens, les tableaux 11 et 12 peuvent renseigner le développement d'une approche décentralisée. **Ces résultats montrent des attentes disparates en fonction des régions observées. Une attention particulière aux priorités locales en termes d'axes d'interventions et de type de délits à réduire en priorité pourrait constituer une voix vers l'amélioration du niveau de sécurité.**

MESSAGES CLES

- V.** La mise en œuvre d'une action publique dans une logique *top-down* au cœur du secteur de sécurité ne permettra pas d'améliorer la satisfaction des citoyens. Au contraire, une prise en main unilatérale par l'Etat central du problème sécuritaire va renforcer l'insatisfaction de la population. La consolidation du droit à la sécurité doit reposer sur la mise en œuvre de procédures décentralisées et médiatisées par l'ensemble des acteurs institutionnels. L'opérationnalisation des mesures de sécurité doit se baser sur les besoins de la communauté et passer par les organes représentatifs des citoyens. La légitimité de l'Etat de droit s'ancre sur la consolidation d'une gouvernance inclusive attachée aux besoins de la communauté afin que les citoyens se sentent partie prenante des décisions. Deux préoccupations sont particulièrement importantes ici pour opérationnaliser des politiques de sécurité susceptibles de rassurer les populations. La première relève du caractère concerté et médiatisé de ces politiques : elles ne peuvent être le fruit d'une action unilatérale de l'Etat central mais au contraire impliquer les trois pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires garants de l'équilibre démocratique. Ensuite, les réformes du secteur de la sécurité doivent reposer sur une attention appuyée aux besoins locaux et doivent adopter une approche décentralisée. Les impératifs d'inclusivité et de proximité doivent donc être au cœur des prochaines interventions dans le secteur de la sécurité ; celui-ci ne sera considéré comme efficace par la population que s'il s'articule autour d'actions décentralisées. Il pourrait donc être envisagé de renforcer les capacités d'action des infrastructures politiques locales⁴³.
- VI.** Il existe une relation directe entre sentiment de sécurité et stabilité du réseau institutionnel. L'insatisfaction généralisée peut mener à un ébranlement du tissu institutionnel et constituer une source chronique de l'instabilité sociopolitique du pays. La prise de pouvoir récente par les acteurs militaires au nom de l'impératif de sécurité illustre cette conjonction. Le processus de transition politique doit reposer sur une amélioration de l'interface civilo-militaire et celle-ci doit s'organiser autour de la coordination de tous les acteurs institutionnels. L'interface civilo-militaire se trouverait renforcée par le développement d'un secteur de la sécurité davantage décentralisé. Il renforcerait l'acceptabilité sociale des FDS en permettant d'organiser de meilleurs rapports entre les FDS et les aspirations citoyennes en matière de sécurité.
- VII.** Le sentiment de respect du droit à la sécurité n'est pas lié à la présence des ILS (cet acteur n'apparaît pas dans le modèle – figure 13). Le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire repose fondamentalement sur l'action des acteurs étatiques et institutionnels et non pas sur la présence des ILS. Certes ces groupes rassurent les individus et jouissent d'une réelle acceptabilité sociale dans certaines zones, néanmoins le droit à la sécurité pour les citoyens est avant tout l'affaire des FDS et du réseau institutionnel formel (pouvoir exécutif, législatif et judiciaire). La population veut avant tout voir l'Etat fonctionner.
- VIII.** L'acceptabilité sociale ILS repose essentiellement sur deux dimensions : la prise en charge d'une action supplétive à un Etat absent et un ancrage local. Les actions et pratiques des ILS sont légitimées parce qu'elles revendiquent une proximité avec les besoins et les attentes des populations et parce qu'elles prennent le relais d'une action légale étatique défaillante. En d'autres termes, les citoyens semblent se contenter de l'action des ILS pour compenser un Etat défaillant mais leur besoin de sécurité est essentiellement indexé à la mise en œuvre d'actions médiatisées par les acteurs institutionnels et les forces de sécurité étatiques. Le soutien aux ILS doit être appréhendé comme le révélateur d'un besoin de proximité des opérations de sécurité.

43 Pour une analyse sur le rôle des maires dans le domaine sécuritaire, voir Koné, B. et S. Hagberg (2019), « La commune rurale à l'épreuve : Des maires face aux insécurités multiples au Mali », *Mande Studies*, 21: 71-89.

IX. La relation aux FDS est une clé pour le renforcement du niveau de satisfaction des populations. Des rapports positifs entre les citoyens et leurs forces de sécurité concourt indéniablement à une amélioration du sentiment de sécurité. En revanche, une dégradation de cette relation aboutit à des conséquences potentiellement destructrices pour l'ordre sociopolitique. La gouvernance sécuritaire est minée par le sentiment de corruption au sein de la société. Cette perception affecte particulièrement le rapport aux FDS et affecte indirectement le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de la situation sécuritaire. Ensuite, une relation anxieuse aux FDS (sentiment de crainte et expériences violentes avec cet acteur) est directement associée à la tendance des individus à s'armer. Il existe ainsi un lien entre la dynamique de militarisation et un rapport négatif aux FDS. L'amélioration de la relation entre la population et les FDS aura non seulement pour effet d'augmenter le niveau de satisfaction et réduira la propension des individus à s'armer.

X. Deux régions présentent des configurations particulièrement problématiques : la région de l'Est et la région du Sahel⁴⁴ :

- Les habitants de la région de l'Est se sentent abandonnés et se méfient de l'Etat. Il semble en effet s'être installée une dynamique négative spécifique à la région Est où se cumulent des logiques disruptives : insécurité, banditisme, sentiment de marginalisation, absence de l'Etat et déficit de légitimité des FDS. Des interventions doivent être entreprises dans les localités de l'Est sur un modèle d'action publique décentralisée. L'objectif étant d'affirmer simultanément la présence de l'Etat et de montrer sa volonté d'intégrer les attentes locales.

Les habitants de la région du Sahel appellent à « plus d'Etat » : ils sollicitent davantage de FDS. Le niveau de confiance est élevé envers les agents des FDS et celui-ci s'accompagne d'une méfiance à l'égard des GOA. La configuration est donc propice au développement d'interventions renforcées des FDS dans cette zone. L'absence de soutien populaire auprès des GOA rend difficile leur survie et le déploiement de FDS (encouragé par la population locale) dans cette région pourrait permettre d'altérer fortement l'influence des GOA. Néanmoins, le renforcement des FDS dans cette région devra passer par un travail de communication et de sensibilisation auprès des populations, qui plus qu'ailleurs craignent les FDS (figure 16).

44 Voir Encadrés 1 et 2 pour plus de détails.

BIBLIOGRAPHIE

ACLED - Insecurity in southwestern burkina faso in the context of an expanding insurgency

<https://acleddata.com/2019/01/17/insecurity-in-southwestern-burkina-faso-in-the-context-of-an-expanding-insurgency/>

Analyse sociétale africaine/African societal Analysis (ASA), (2016), « Les groupes d'auto-défense Koglwéogós au Burkina Faso ».

Augé A., (2006), « Les réformes du secteur de la sécurité et de la défense en Afrique sub-saharienne : vers une institutionnalisation de la gouvernance du secteur sécuritaire », *Afrique Contemporaine*, vol. 2, n° 218, pp. 49 à 67

Da Cunha R. & Quidelleur T., (2018), « Mouvements d'auto-défense au Burkina Faso. Diffusion et structuration des groupes Koglwéogós », nov. 2018 , Noria Research

Geneva Centre for Security Sector Governance, (2021), Critical Security Issues in Burkina Faso DCAF

Interpeace / Rapport de mission de cartographie, (2021), Entre tradition et modernité – améliorer la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso

Interpeace, (2021), Rapport d'analyse participative des dynamiques sécuritaires « Améliorer la prévention des conflits et la gouvernance sécuritaire locale dans les régions du Sahel, Est, Centre Nord et Boucle de Mouhoun au Burkina Faso », Septembre 2021.

International Crisis Group, « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », Rapport Afrique N°254 | 12 octobre 2017

Koné, B. et S. Hagberg (2019), « La commune rurale à l'épreuve : Des maires face aux insécurités multiples au Mali », *Mande Studies*, 21: 71–89.

Loada A. & Romaniuk P., (2014), Preventing Violent Extremism in Burkina Faso. Towards Resilience Amid Regional Insecurity, Global Center on Cooperative Security.

Notes du LACET, (2020), Renforcer la sécurité par le bas au Burkina Faso ?

Nsaibia H. and Weiss C., (2018), Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso, CTS Sentinel, vol. 11, issue 3.

Quidelleur T., « Les racines locales de la violence dans l'Est du Burkina Faso. La concurrence pour les ressources, l'Etat et les armes », janvier 2020, Noria Research

ZUTTERLING Claire. Armer les civils : la loi des Volontaires pour la Défense de la Patrie au Burkina Faso, Éclairage du GRIP, octobre 2020, Bruxelles.

